

**Criminalisation du colonialisme en Afrique : L'Algérie prête à fournir des preuves, affirme le président Tebboune**

P.02

**Le président de la République accueille le président du Niger à l'aéroport international d'Alger**



P.02

**Lancement officiel de la rentrée de la formation professionnelle, session février 2026**

P.06

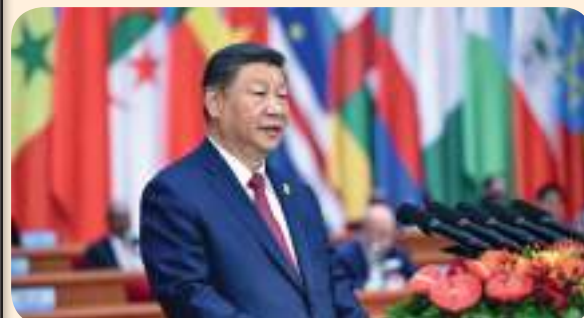


**Annaba :**  
**Poursuite de la quatrième session ordinaire du Conseil populaire de wilaya pour l'année 2025**

P.06



**Commerce :**



**Zéro droit de douane pour l'Algérie sur le marché chinois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2026**

P.03

**Sécurité sociale :**



**Casnos : Déclaration obligatoire des cotisations avant mars 2026**

P.04

**Annaba :**



**Ouverture d'un marché de proximité spécial Ramadhan au niveau du site "Avant-Port"**

P.08



# Le président de la République accueille le président du Niger à l'aéroport international d'Alger

**L**e président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli, hier dimanche après-midi, à l'aéroport international d'Alger, le président de la

République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, qui

effectue une visite de fraternité et de travail en Algérie, à la tête d'une importante délégation,



à l'invitation de Monsieur le président de la République.

## Algérie-Niger Volonté commune de renforcer les relations fraternelles de coopération et de bon voisinage



**L'**Algérie et le Niger, liés par des relations fraternelles fondées sur la solidarité et le bon voisinage, œuvrent sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, à renforcer leur coopération et à concrétiser des projets stratégiques au service de leurs intérêts communs et de l'intégration régionale et continentale. C'est dans ce cadre que s'inscrit la visite de fraternité et de travail qu'effectue, à partir de ce dimanche en Algérie, le président du Niger à la tête d'une importante délégation, à l'invitation de Monsieur le président de la République. Cette visite sera une occasion de renforcer les liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage entre les deux pays frères, dans le cadre d'une nouvelle dynamique visant à tirer le meilleur parti de leurs capacités et potentialités, au bénéfice des deux peuples algérien et nigérien. Elle constituera également une opportunité pour examiner des

questions politiques liées au continent africain, en général, et au voisinage en particulier. L'Algérie et le Niger entretiennent des relations anciennes concrétisées par une commission mixte, hissée par la suite au rang de grande commission mixte et qui a permis une coopération couvrant l'ensemble des volets de coopération. Le président de la République avait donné récemment des instructions pour le retour immédiat à Niamey de l'ambassadeur d'Algérie accrédité auprès de la République du Niger, décision prise suite au retour de l'ambassadeur de la République du Niger accrédité en Algérie et à la reprise de ses fonctions. Cette dynamique vise à relancer la consultation politique bilatérale au plus haut niveau, reprendre la coopération multiforme initiée par les deux pays frères et concrétiser les projets stratégiques au service de l'intégration régionale et continentale, d'autant que l'Algérie, forte de son engagement historique, consolide sa position d'acteur central de l'intégration africaine.

## Criminalisation du colonialisme en Afrique : L'Algérie prête à fournir des preuves, affirme le président Tebboune

**D**ans son allocution, lue en son nom par le Premier ministre Sifi Ghrieb, prononcée lors d'une réunion tenue en marge du 39e sommet des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union africaine à Addis-Abeba, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur les crimes du colonialisme en Afrique. Il a annoncé la disponibilité de l'Algérie à mettre à disposition des instances juridiques africaines compétentes ses archives, documents et preuves matérielles attestant des violations commises durant cette période. D'emblée, le président de la République a salué l'étude réalisée par la Commission de l'Union africaine pour le droit international, la qualifiant de contribution majeure à la réflexion juridique collective du continent africain. Cette étude, élaborée en application de la décision n° 934 adoptée lors d'un précédent sommet, examine les conséquences juridiques de la qualification du colonialisme comme crime contre l'humanité et explore la possibilité de considérer certaines pratiques historiques — notamment l'esclavage, les déportations forcées et certaines formes de domination coloniale — comme des actes pouvant relever du crime de génocide contre les peuples africains. Tebboune a souligné que l'Algérie soutient pleinement les initiatives africaines visant à inscrire clairement le colonialisme parmi les crimes internationaux les plus graves. Selon lui, une telle reconnaissance « renforcerait les principes de responsabilité internationale, lutterait contre l'impunité et contribuerait à l'établissement d'une justice historique équitable pour les peuples ayant subi ces violences ». Dans ce cadre, il a appelé les organisations internationales et les anciennes puissances coloniales à « reconnaître explicitement la nature criminelle de pratiques telles que l'esclavage, le nettoyage ethnique, la torture, les déplacements forcés et la persécution systématique, qu'il a décrites comme particulièrement brutales par leur ampleur dans l'histoire moderne ». Initiative de l'Algérie pour la



mémoire historique. Évoquant l'expérience algérienne marquée par plus de 132 années de colonisation, il a insisté sur la détermination du pays à « partager ses archives et témoignages historiques afin d'aider les institutions juridiques africaines à documenter les atrocités commises contre les peuples du continent ». Il a également rappelé que l'Algérie, aux côtés du Togo, de l'Afrique du Sud, et du Ghana, « est chargée de suivre la mise en œuvre de la décision 934 dans le cadre des activités thématiques de l'Union africaine pour 2025. Dans ce contexte, elle a organisé une conférence internationale de haut niveau consacrée aux crimes du colonialisme, réunissant experts, universitaires et responsables politiques de plusieurs régions du monde ». Le président Tebboune a également salué l'adoption d'une initiative algérienne instituant une journée africaine officielle de commémoration des martyrs du continent, fixée au 30 novembre, destinée à renforcer la conscience historique des jeunes générations. Sur le plan national, il a mis en avant l'adoption par le Parlement algérien d'une loi criminalisant le colonialisme, visant à établir les responsabilités juridiques, protéger la mémoire nationale et consacrer le principe d'imprescriptibilité des crimes graves. En conclusion, il a affirmé que la reconnaissance de la vérité historique « constitue un impératif moral et juridique indispensable à la construction de relations internationales équilibrées fondées sur le respect, l'équité et la dignité humaine, estimant que l'ancrage de cette vérité représente un socle essentiel pour un avenir mondial plus juste et régi par le droit ». L'Union africaine adopte la déclaration d'Alger contre les crimes coloniaux. L'Union africaine a adopté, lors

de son 39e sommet tenu dimanche à Addis-Abeba, la « Déclaration d'Alger » sur les crimes du colonialisme en Afrique, en tant que contribution à l'effort continental visant à criminaliser le colonialisme et à réclamer des réparations. Elle a également décidé de consacrer le 30 novembre comme Journée africaine en hommage aux martyrs africains et aux victimes de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme, et de l'apartheid, tout en exprimant sa reconnaissance au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour cette initiative. L'adoption de la « Déclaration d'Alger », qui couronne les travaux de la conférence internationale sur les crimes du colonialisme en Afrique tenue les 30 novembre et 1er décembre 2025 à Alger, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine relatives au thème de l'organisation pour l'année 2025, intitulé : « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine par les réparations ». Cette déclaration a été adoptée comme contribution au processus continental visant à criminaliser le colonialisme et à promouvoir les réparations. Il a également été décidé d'adopter le 30 novembre comme Journée africaine pour commémorer les martyrs africains et les victimes de la traite transatlantique des esclaves, du colonialisme, et de l'apartheid, soulignant l'importance de la mémoire collective comme l'un des fondements de la reconnaissance, de l'équité, et de la garantie de non-répétition. La « Déclaration d'Alger » appelle les anciennes puissances coloniales à « assumer pleinement leurs responsabilités historiques à travers une reconnaissance publique et explicite des injustices commises », ainsi qu'à la création d'une plateforme africaine pour la justice environnementale chargée d'identifier les zones affectées, d'évaluer les dommages, d'accompagner les États concernés et de formuler des recommandations continentales en matière de réhabilitation et de réparation.

 <small>Quotidien indépendant d'informations générales times</small>  Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	<b>Directeur general :</b> Bicha salim <b>Directeur de la publication :</b> Noureddine Boukraa <b>Directrice de la rédaction :</b> Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 <b>Email:</b> redactionseybouse@gmail.com	<b>P.A.O SEYBOUSE Times</b> <b>Site web:</b> www.seybousestimes.dz <b>Email:</b> redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz <b>Facebook :</b> SEYBOUSE TIMES <b>Impression :</b> SIE Constantine <b>Diffusion :</b> EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 <b>Email :</b> agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	---	---	--	--



# Zéro droit de douane pour l'Algérie sur le marché chinois : Xi Jinping confirme et fixe la date

À compter du 1er mai 2026, la Chine appliquera un traitement à zéro droit de douane pour tous les pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, à l'exception de l'Eswatini. L'annonce, faite par le président Xi Jinping lors du 39<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, confirme la volonté de Pékin de renforcer sa présence économique sur le continent et d'offrir de nouvelles perspectives aux exportations africaines. Depuis plusieurs années, la Chine s'impose comme le premier partenaire commercial de l'Afrique. Investissant massivement dans les infrastructures via son initiative



des « Nouvelles Routes de la Soie ». Cette mesure vient compléter un dispositif déjà en place pour 33 pays. Et symbolise une accélération de la politique commerciale chinoise et un signal fort pour ses partenaires africains. Xi Jinping souligne que cette décision ouvre la voie à un renforcement des liens bilatéraux et à des perspectives économiques inédites.

## La Chine supprime les droits de douane pour 53 pays africains dès mai 2026 : Quels bénéfices pour les exportations ?

La suppression des droits de douane pourrait stimuler certaines exportations africaines. Notamment les biens manufacturés, tout en favorisant la diversification des produits envoyés vers la Chine. Certains analystes, comme Philippe Aguiñer de l'Inalco, notent que cette mesure représente un signal fort de la Chine pour ses partenaires africains et pourrait progressivement stimuler les exportations vers Pékin. Pour l'Algérie, l'opportunité est claire. Cette exemption ouvre

la voie à un renforcement de la présence nationale sur le marché chinois et permet de viser une valeur ajoutée accrue dans les exportations. Tout en intégrant mieux les chaînes de production et d'approvisionnement asiatiques. **Algérie – Chine :** **Plus qu'un échange commercial, une coopération renforcée** Outre la suppression des taxes, Pékin entend faciliter l'accès des exportations africaines via des « canaux verts ». Et négocier de nouveaux accords de partenariat économique. Le président chinois a insisté sur l'importance de « perpétuer l'amitié historique, approfondir la coopération mutuellement bénéfique. Et

écrire un nouveau chapitre d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique ». Pour les pays africains, et particulièrement pour l'Algérie, l'opportunité est claire. L'exemption de droits de douane constitue un levier pour renforcer leur présence sur le marché chinois. Et, potentiellement, accroître la valeur ajoutée de leurs exportations. Avec l'entrée en vigueur effective dès le 1er mai 2026, la mise en œuvre dépendra toutefois de leur capacité à adapter leurs chaînes de production et à tirer pleinement parti de cette fenêtre d'ouverture.

# Importation de véhicules en LCL : Les douanes algériennes instaurent une nouvelle procédure

L'importation de véhicules par des particuliers franchit un nouveau cap. Les douanes algériennes ont enclenché une procédure spécifique sur le système ALCES pour encadrer le traitement des véhicules importés en groupage dans des conteneurs. Cela vise à structurer chaque étape, du débarquement au dédouanement final. En imposant un enchaînement précis d'opérations auxiliaires concernés. Daté du 2 février 2026, un avis émanant de l'Inspection divisionnaire relevant de la Direction régionale des douanes de Sétif détaille ce nouveau dispositif en six étapes. Les consignataires, commissionnaires en douane, responsables d'entrepôts publics sous douane ainsi que les groupements et dé-groupements ont été officiellement informés de son application immédiate. **Véhicules importés : Une procédure ALCES structurée en six étapes obligatoires** Dans son avis, l'administration précise : « Il est porté à la

connaissance de l'ensemble des auxiliaires des douanes (...) qu'une nouvelle procédure (processus sur le système ALCES) est mise en place, régissant ce type d'opération. » La procédure vise exclusivement les véhicules importés par des particuliers et groupés dans un même conteneur dans le cadre d'un transport en mode LCL. Voici le déroulé fixé par les douanes : **1. Souscription de la déclaration de cargaison** Le consignataire doit établir la déclaration en mode groupage (LCL) au nom d'un groupement ou dé-groupement agréé. Il doit mentionner la zone sous douane de destination, qu'il s'agisse d'un dépôt temporaire exploité par le groupement ou d'un entrepôt sous douane conventionné. Les CRN doivent être identifiés dans le système ALCES via le sous-menu « contrôler déclaration de cargaison », case « type CRN / groupement ». **2. Demande de transfert** Après autorisation de

déchargement, la zone sous douane de destination dispose d'un délai maximal de 24 heures pour souscrire la demande de transfert via l'écran dédié du système ALCES. **3. Déclaration d'introduction** Une fois le transfert autorisé, l'exploitant de la zone sous douane procède à la déclaration d'introduction des véhicules dans l'entrepôt concerné. **4. Dépotage encadré et contrôlé** Le dé-groupement effectue le dépotage dans la zone sous douane de destination après autorisation. Le délai ne doit pas dépasser 24 heures à compter de la notification du programme de dépotage. Cette étape donne lieu à un état de dépotage validé par les services des douanes. Le document doit décrire en détail les visites effectuées et signaler les éventuelles anomalies, en précisant leur traitement : « autorisation ou rejeté ». **5. Déclaration temporaire de passage en douane** Le commissionnaire en douane souscrit ensuite la déclaration temporaire (EPC 51XX), selon la



nature du véhicule : **• APC 085 :** véhicules neufs importés par les particuliers **• APC 086 :** véhicules d'occasion de moins de trois ans Après validation par les services compétents, le déclarant règle les droits et taxes mentionnés sur l'avis de paiement. Avant la déclaration définitive. Le montant versé constitue « un garanti à la perception de ces droits et taxes ». **6. Déclaration de mise à la consommation** Enfin, pour le dédouanement définitif, le commissionnaire dépose la déclaration de mise à la consommation au bureau territorialement compétent du lieu de résidence du propriétaire, après la déclaration temporaire EPC

4151. L'inspecteur vérificateur procède alors à la liquidation définitive et permet la délivrance du modèle 846. **Véhicules importés hors groupement :** **Une exception clairement définie** Par ailleurs, les douanes précisent que les véhicules importés par plusieurs particuliers dans un seul conteneur mais acheminés en dehors d'une opération de groupement ne relèvent pas de ces nouvelles mesures. Dans le cadre de l'application « stricte et immédiate » de cette procédure, les auxiliaires concernés ont été conviés à une séance de vulgarisation organisée le 2 février 2026 au siège de l'Inspection divisionnaire des douanes. Ainsi, avec cette procédure intégrée au système ALCES, l'administration formalise chaque maillon de la chaîne de traitement des véhicules importés en groupement. En fixant des délais précis et des responsabilités clairement identifiées.

# Modernisation des services de police en Algérie : Paiement électronique des amendes routières

L'Algérie est engagée dans une dynamique de modernisation de ses services publics, incluant une transformation importante des services de police. Cette évolution s'inscrit dans une stratégie nationale de digitalisation et d'efficacité administrative, portée par la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) et le ministère de l'Intérieur, avec pour objectif de simplifier les démarches des citoyens, réduire les délais administratifs et renforcer la transparence. L'un des projets les plus significatifs est le lancement d'une plateforme numérique dédiée aux services de police, développée par la DGSN. Cette plateforme permet aux citoyens d'accéder à plusieurs

démarches sans visite physique dans un commissariat : il leur suffit de scanner un QR Code pour entrer dans l'interface et compléter leurs demandes à distance. Une déclinaison récente de cette initiative est la plateforme en ligne pour déclarer la perte, le vol ou la destruction de documents officiels (carte d'identité, passeport, permis de conduire). Disponible 24 h/24 et 7 j/7 sur le site de la police, elle permet d'obtenir rapidement une attestation électronique certifiée, ce qui allège fortement les démarches administratives. **Paiement électronique des amendes routières** Dans le cadre de la modernisation des services sécuritaires et administratifs, un accord a été signé entre le ministère des Finances,

la DGSN et le Commandement de la Gendarmerie nationale pour généraliser le paiement électronique des amendes routières directement auprès des agents de police ou de gendarmerie à l'aide de terminaux de paiement électronique (TPE) et de cartes bancaires (dont la carte Edahabia). Ce système permet notamment la restitution immédiate du permis de conduire après paiement, réduisant ainsi le traitement administratif traditionnel. La modernisation ne se limite pas aux démarches numériques. La DGSN travaille également à renforcer ses capacités techniques et d'investigation grâce à des partenariats internationaux. Par exemple, un accord de coopération avec le Royaume Uni vise à



développer les compétences des policiers algériens en matière de technologies biométriques et d'identification digitale, notamment dans l'analyse d'empreintes digitales et la lutte contre la criminalité organisée. De même, la police algérienne approfondit sa coopération avec Interpol, notamment pour moderniser ses outils d'investigation et améliorer la gestion des matières radioactives ou d'autres technologies

spécialisées utiles dans les enquêtes complexes. La digitalisation des services se double d'une volonté d'améliorer l'interaction entre la police et la population. Les plateformes en ligne permettent notamment aux citoyens d'exprimer leur niveau de satisfaction ou leurs préoccupations concernant les prestations policières, contribuant à une gouvernance plus participative et à une adaptation des services aux besoins réels des usagers.

MINISTÈRE JUSTICE

Lancement d'une plateforme numérique permettant aux avocats de demander et de retirer, en ligne, la grosse des décisions de justice

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaâ, a annoncé, dimanche au siège de la Cour de Biskra, le lancement d'une nouvelle plateforme numérique permettant aux avocats de demander et de retirer, en ligne, la grosse des jugements et des décisions de justice.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une série de services électroniques disponibles, au profit des justiciables, permettant aux avocats de déposer des demandes de grosses (copies exécutoires) des jugements et des décisions rendus par les juridictions ordinaires et administratives, et de les retirer signées électroniquement.

Cette procédure vise à simplifier les démarches, à étendre les services de justice et à dispenser les avocats des déplacements vers l'instance judiciaire, étant donné qu'ils peuvent accéder à la plateforme susmentionnée en utilisant les informations de leur compte électronique sur la

plateforme d'échange de requêtes et de mémoires via le site officiel du ministère de la Justice.

La demande est traitée automatiquement et le document requis, dûment signé électroniquement, est prêt à être retiré par l'avocat demandeur dans un délai n'excédant pas 24 heures.



Algérie- Niger  
Volonté commune de renforcer les relations fraternelles de coopération et de bon voisinage



L'Algérie et le Niger, liés par des relations fraternelles fondées sur la solidarité et le bon voisinage, œuvrent sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, à renforcer leur coopération et à concrétiser des projets stratégiques au service de leurs intérêts communs et de l'intégration régionale et continentale. C'est dans ce cadre que s'inscrit la visite de fraternité et de travail qu'effectue, à partir de ce dimanche en Algérie, le président du Niger à la tête d'une importante délégation, à l'invitation de Monsieur le président de la République. Cette visite sera une occasion de renforcer les liens de fraternité, de coopération et de bon voisinage entre les deux pays frères, dans le cadre d'une nouvelle dynamique visant à tirer le meilleur parti de leurs capacités et potentialités, au bénéfice des deux peuples algérien et nigérien. Elle constituera également une opportunité pour

examiner des questions politiques liées au continent africain, en général, et au voisinage en particulier. L'Algérie et le Niger entretiennent des relations anciennes concrétisées par une commission mixte, hissée par la suite au rang de grande commission mixte et qui a permis une coopération couvrant l'ensemble des volets de coopération. Le président de la République avait donné récemment des instructions pour le retour immédiat à Niamey de l'ambassadeur d'Algérie accrédité auprès de la République du Niger, décision prise suite au retour de l'ambassadeur de la République du Niger accrédité en Algérie et à la reprise de ses fonctions. Cette dynamique vise à relancer la consultation politique bilatérale au plus haut niveau, reprendre la coopération multiforme initiée par les deux pays frères et concrétiser les projets stratégiques au service de l'intégration régionale et continentale, d'autant que l'Algérie, forte de son engagement historique, consolide sa position d'acteur central de l'intégration africaine.

SÉCURITÉ SOCIALE :  
La Casnos appelle ses affiliés à procéder à la déclaration de l'assiette annuelle de cotisation avant le 1er mars 2026



La Casnos (Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés) a appelé l'ensemble de ses affiliés à procéder à la déclaration de l'assiette annuelle de cotisation avant le 1er mars 2026. Dans une publication diffusée sur sa page officielle Facebook, la caisse rappelle que cette démarche est obligatoire et permet aux assurés de bénéficier d'une couverture sociale complète pour eux-mêmes et leurs familles. Casnos : Déclaration obligatoire des cotisations avant mars 2026 La Casnos souligne que la déclaration dans les délais garantit une protection sociale continue, tout en assurant une situation administrative régulière. Elle permet également d'éviter majoration ou pénalité liée à un retard de déclaration. Afin de faciliter la procédure, la caisse met à disposition la plateforme numérique « Damancom » ([www.damancom.casnos.dz](http://www.damancom.casnos.dz)), qui permet aux affiliés

d'effectuer leur déclaration à distance, sans avoir à se déplacer vers les agences locales. Pourquoi déclarer vos cotisations à la Casnos est essentiel ? Effectuer votre déclaration à la Casnos dans les délais impartis est crucial pour maintenir une couverture sociale ininterrompue. Cette démarche simple vous assure, ainsi qu'à votre famille, une protection face aux aléas de la vie, notamment en matière de santé et de retraite. Ne pas respecter cette obligation peut entraîner des conséquences financières non négligeables. La régularité de votre situation administrative vis-à-vis de la Casnos est également un gage de sérénité. Elle vous permet d'accéder à divers services et prestations auxquels vous avez droit en tant que travailleur non-salarié. En étant à jour dans vos cotisations, vous contribuez activement au système de protection sociale et bénéficiez pleinement de ses

avantages. Comment effectuer votre déclaration en ligne via Damancom ? La Casnos a mis en place la plateforme Damancom pour simplifier vos démarches administratives. Accessible 24h/24 et 7j/7, cet outil vous permet de déclarer vos revenus et de payer vos cotisations en quelques clics, sans avoir à vous déplacer. Pour utiliser Damancom, il vous suffit de vous connecter à l'adresse [www.damancom.casnos.dz](http://www.damancom.casnos.dz) et de suivre les instructions. Un guide d'utilisation est également disponible sur le site pour vous accompagner pas à pas dans votre déclaration. Cette option représente un gain de temps considérable et une simplification notable de vos obligations envers la Casnos. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de modernisation des services administratifs et de simplification des procédures au profit des travailleurs non-salariés.



# Cap sur 15 GW : L'Algérie mise sur le soleil pour garantir son avenir énergétique

L'Algérie s'apprête à injecter 2,6 GW d'énergie solaire dans son réseau national. Si la capacité opérationnelle actuelle reste modeste, le pays semble enfin passer de la phase de planification à celle d'une exécution massive pour accélérer sa transition énergétique.

Selon les données récentes de Dii Desert Energy, le pays s'apprête à mettre en service 2,6 GW de capacités renouvelables dès l'achèvement des chantiers en cours. Ce déploiement représente l'expansion la plus significative du secteur depuis des années, marquant une rupture avec l'inertie passée.

Pourtant, le constat à la fin de l'année 2025 reste contrasté : la capacité opérationnelle totale ne s'élevait qu'à 446 MW. Un chiffre qui souligne l'écart persistant entre les ambitions affichées et la réalité du terrain, malgré une dynamique prometteuse observée ces deux dernières années.

**Cap sur 15 GW :**  
**L'Algérie mise sur le soleil pour garantir son avenir énergétique**

Une analyse détaillée des technologies de production en 2025 révèle un déséquilibre au



sein du mix énergétique. Le solaire photovoltaïque domine outrageusement avec 411 MW en exploitation, ne laissant que des miettes au solaire thermique (CSP) avec 25 MW et à l'éolien terrestre, qui plafonne à peine à 10 MW.

Cette hégémonie s'explique par la maturité de la technologie photovoltaïque, sa rapidité de déploiement et la chute de ses coûts. Toutefois, face à ce déséquilibre, les autorités tentent de réagir en affichant l'objectif d'atteindre 1 GW d'énergie éolienne dans les années à venir

pour diversifier les sources.

L'analyse de la réserve de projets montre que l'Algérie a considérablement musclé son « pipeline » de réalisation. Actuellement, au-delà des 446 MW déjà connectés au réseau, le pays compte une force de frappe massive de 2 620 MW en cours de construction, bénéficiant déjà de clôtures financières achevées.

À cela s'ajoutent environ 600 MW en phase de développement (contrats attribués) et près de 1 000 MW de capacités annoncées via des protocoles d'accord.

Cette architecture montre que le gros de l'effort se concentre désormais sur la phase de réalisation physique plutôt que sur les simples annonces d'intention.

Après une période de léthargie en 2021, le secteur a retrouvé son souffle grâce au lancement du projet « Solar 1000 MW », suivi de l'appel d'offres massif de 2 GW en 2023. Les deux premiers projets de cette série devraient entrer en service dès l'année prochaine, confirmant le passage d'une politique d'objectifs théoriques à une stratégie d'appels d'offres

compétitifs.

Le programme national a subi une révision réaliste : l'objectif initial de 22 GW d'ici 2030 a été ramené à 15 GW à l'horizon 2035, avec une étape intermédiaire de 10 GW avant la fin de la décennie. Le défi reste colossal : passer de quelques centaines de mégawatts à plusieurs gigawatts en moins de cinq ans exigera une cadence d'exécution sans précédent.

**Hydrogène vert :**  
**L'Algérie dessine de nouveaux horizons**

L'Algérie ne compte pas s'arrêter aux électrons. Sa stratégie nationale pour l'hydrogène, lancée en 2023, vise une production de 1,2 million de tonnes par an d'ici 2040, dont 75 % seraient destinés à l'exportation.

Pour concrétiser cette ambition, le pays mise sur la coopération internationale, notamment via le projet de corridor sud de l'hydrogène vers l'Europe. En avril dernier, le projet (+TaqaHy) a d'ailleurs été lancé en partenariat avec l'Union européenne et l'Allemagne, soutenu par un financement de 28 millions d'euros pour accélérer le déploiement des énergies propres et de l'hydrogène vert.

## L'état des lieux de l'industrie automobile en Algérie : Obstacles et perspectives

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a révélé que le principal obstacle au démarrage effectif de la fabrication automobile par les entreprises ayant obtenu des licences préalables réside dans la disponibilité du foncier industriel.

Selon le ministre, deux entreprises ont obtenu une autorisation préalable, laquelle ne permet pas encore d'entamer la production. Les études menées jusqu'à présent par la commission technique ont abouti à la délivrance de deux licences préalables et à l'agrément d'une seule activité de fabrication automobile.

**L'état des lieux de l'industrie automobile en Algérie : Obstacles et perspectives**

L'industrie automobile algérienne est confrontée à des défis majeurs, notamment en ce qui concerne l'accès au foncier industriel. Cette problématique entrave le démarrage effectif de la production pour les entreprises ayant déjà obtenu les licences nécessaires.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a souligné l'importance de résoudre cette question pour dynamiser le secteur.

Bien que deux entreprises aient reçu une autorisation préalable, celle-ci ne suffit pas pour lancer la production. Les études techniques ont mené à l'octroi de deux licences préalables et à l'approbation d'une seule activité de fabrication automobile, signe d'un processus rigoureux et sélectif.

Stellantis en phase de production : Un signal positif pour l'industrie

Yahia Bachir a précisé que le groupe italien Stellantis (Fiat) est déjà entré en phase de fabrication, marquant ainsi une étape concrète dans le développement de l'industrie automobile nationale. Cette avancée significative témoigne du potentiel de l'Algérie à attirer des investissements étrangers et à développer une industrie automobile compétitive.

La mise en production par Stellantis représente un signal positif pour l'ensemble du secteur, incitant d'autres constructeurs à accélérer leurs projets. Cela démontre également la capacité de l'Algérie à respecter ses engagements et à offrir un environnement favorable aux investissements.

**Les défis de Chery et Hyundai : L'attente du foncier industriel**

En revanche, le constructeur chinois Chery, qui a obtenu sa licence préalable le 3 octobre 2024, reste en attente de l'attribution d'un terrain industriel pour concrétiser son projet. Le ministre a rappelé que la licence préalable ne permet pas de lancer la production. L'entreprise doit d'abord sécuriser une assiette foncière pour réaliser son unité industrielle. Ce n'est qu'après l'achèvement du projet qu'elle pourra obtenir l'agrément définitif autorisant le démarrage de la fabrication.

La même situation concerne le constructeur sud-coréen Hyundai Motor Company, qui a obtenu



sa licence préalable le 21 avril 2025. L'entreprise attend elle aussi l'octroi d'un terrain industriel avant de pouvoir finaliser son projet et obtenir l'autorisation définitive d'entrer en production.

L'attribution rapide de terrains industriels est donc cruciale pour ces deux constructeurs.

**Autres projets en cours : Étapes préliminaires et perspectives d'avenir**

Le ministre a également indiqué que deux autres projets se trouvent actuellement à des stades différents : l'un est en phase de levée de réserves, tandis que l'autre, plus récent, est encore à l'étude. Leur annonce officielle interviendra dès

l'obtention des licences préalables. Ces projets en cours témoignent de l'attractivité du marché algérien pour les investisseurs automobiles.

Ces projets en cours, bien qu'à des stades préliminaires, illustrent l'engagement continu du gouvernement à développer l'industrie automobile. L'annonce officielle de ces projets, une fois les licences préalables obtenues, apportera une nouvelle impulsion au secteur.

**Renforcement de l'intégration locale : Une stratégie pour une industrie durable**

Par ailleurs, le ministère ambitionne de faire des unités industrielles récupérées un véritable levier pour

bâtir un tissu industriel solide et durable. L'objectif est d'impliquer davantage les petites et moyennes entreprises (PME) et d'augmenter le taux d'intégration locale, afin de poser les bases d'une véritable dynamique industrielle nationale.

L'intégration des PME est essentielle pour assurer la pérennité de l'industrie. Cette stratégie vise à structurer progressivement une industrie automobile compétitive, fondée sur la production locale et la montée en compétences du tissu économique algérien. Un taux d'intégration locale élevé permettra de réduire la dépendance aux importations et de créer des emplois durables.



# ANNABA / Formation et enseignement professionnels

## Plus de 4600 nouveaux stagiaires pour la rentrée de février 2026

**S.F**  
La wilaya d’Annaba a enregistré, hier dimanche 15 février 2026, le lancement officiel de la rentrée de la formation professionnelle, session février 2026, marquée par l’intégration de plus de 4600 nouveaux stagiaires à travers les différents établissements de formation du territoire. La cérémonie officielle s’est déroulée à l’Institut de formation professionnelle Didouche Mourad d’Annaba, sous la présidence du wali, Abdelkrim Laâmour, accompagné du président de l’Assemblée populaire de wilaya, des membres du Parlement dans ses



deux chambres, des représentants de la commission de sécurité, de la famille révolutionnaire ainsi que des membres de l’exécutif de wilaya.

Au total, 4600 stagiaires sont répartis à travers 187 spécialités couvrant les différents modes de formation. Cette session accorde une attention particulière aux

filiales à caractère stratégique, notamment l’agriculture, l’énergie, le bâtiment et les travaux publics ainsi que le tourisme, en adéquation avec les priorités de développement local et les besoins du marché de l’emploi. Parallèlement à cette rentrée, plusieurs conventions de partenariat ont été conclues avec des acteurs institutionnels et économiques, parmi lesquels figure l’Université Badji Mokhtar, ainsi que des entreprises nationales telles que FERTIAL, FERROVIAL et ALFAPIPE, en plus du Groupe Cosider, de l’Entreprise nationale

de réalisation des travaux hydrauliques et de l’établissement hôtelier Seybouse. Ces accords visent à renforcer la passerelle entre la formation et le monde professionnel et à favoriser l’insertion des diplômés. En marge de cet événement, la direction de la formation et de l’enseignement professionnels a procédé à la remise de certificats de réussite à huit accompagnateurs touristiques dans le cadre de la validation des acquis de l’expérience, et ce à l’occasion de la session nationale de qualification et de formation des guides touristiques non agréés.

# ANNABA / APW :

## Poursuite de la quatrième session ordinaire du Conseil populaire de wilaya pour l’année 2025



**S.F**  
Les travaux de la quatrième session ordinaire du Conseil populaire de wilaya pour l’année 2025 se poursuivent pour leur troisième journée au niveau de la salle des délibérations du siège du Conseil. La session qui porte le nom du martyr “Jaafar Malouka”, en hommage à sa mémoire se déroule en présence du wali, Abdelkrim Lamouri, et sous la présidence de M. Abdelaziz Challali, président du Conseil populaire de wilaya. Les travaux de la session ont pour objectif de faire le point sur les recommandations issues de la session précédente et de suivre leur mise en œuvre. Parmi les principaux sujets abordés, le conseil a examiné le dossier de l’urbanisme, du bâtiment et de l’architecture, tout en étudiant les préparatifs liés au mois sacré de Ramadan. La session

a permis d’offrir également une tribune aux membres du Conseil populaire de wilaya pour présenter et discuter des préoccupations et priorités des citoyens, renforçant ainsi le rôle du Conseil dans le suivi des projets locaux et dans l’optimisation des services publics. Cette quatrième session constitue une étape importante dans la planification et la supervision des projets de développement de la wilaya, en mettant l’accent sur la transparence, la coordination entre les différentes structures administratives et la prise en compte des besoins de la population. Elle illustre également l’engagement des élus locaux et de l’exécutif de wilaya à assurer un suivi rigoureux des décisions et à renforcer la participation citoyenne dans la vie publique locale.

# ANNABA / APW :

## La médiation célèbre le 6<sup>ème</sup> anniversaire de sa création

**S.F**  
À l’occasion de la sixième commémoration de sa création, la délégation locale de la médiation a organisé des portes ouvertes, hier dimanche. Un événement qui s’étalera sur trois jours sous le slogan « Toujours à votre service ». Cette initiative vise à rapprocher l’institution des citoyennes et citoyens, en mettant en avant la transparence, la participation et un accès facilité aux services. Les visiteurs ont pu déposer leurs requêtes en ligne et partager leurs avis pour améliorer les services offerts par la délégation. Les portes du siège ont accueilli les citoyennes et citoyens, offrant des

explications détaillées sur le rôle et les missions de l’institution, avec un accent particulier sur les services numériques disponibles. Les participants ont également été informés des procédures de notification et de dépôt des requêtes, ainsi que du processus de traitement de ces dernières depuis leur réception jusqu’à l’émission des réponses. Un module d’évaluation électronique a été mis en place pour recueillir l’opinion des usagers et mesurer leur satisfaction. Par ailleurs, des présentations multimédias ont illustré des cas concrets où l’intervention de la délégation a permis de résoudre les préoccupations des citoyens,

renforçant ainsi la confiance dans les mécanismes de médiation et l’efficacité de l’action de l’institution. Cette initiative confirme l’engagement continu de la délégation locale d’Annaba à l’effet de faciliter l’accès aux services publics, promouvoir la participation citoyenne et garantir une meilleure écoute des préoccupations des habitants. Elle constitue également une opportunité de sensibiliser le public aux outils numériques et aux procédures mises en place pour améliorer la qualité du service rendu.





## ANNABA / CHéTAÏBi

### Lancement de la campagne nationale de reboisement au village “Zaouïa”

**Imen.B**

Dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, le chef de daïra de Chétaïbi, accompagné du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la commune, a supervisé les activités organisées à cette occasion au niveau du village “Zaouïa”. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique nationale visant à renforcer le couvert végétal, préserver

l'environnement et sensibiliser les citoyens à l'importance de la protection des ressources naturelles. L'opération a connu la participation de représentants des autorités locales, d'associations, ainsi que de citoyens mobilisés pour contribuer à la réussite de cette action écologique. Au cours de cette journée, plusieurs plants d'arbres ont été mis en terre dans une ambiance marquée par l'engagement et l'esprit

de responsabilité collective. Les responsables présents ont souligné l'importance du reboisement dans la lutte contre l'érosion des sols, la préservation de la biodiversité et l'amélioration du cadre de vie. Cette campagne reflète la volonté des pouvoirs publics d'encourager les initiatives environnementales et de promouvoir une culture écologique durable au sein de la société.



## ANNABA / el HADJAR

### Lancement officiel de la session de février 2026 de la formation et de l'enseignement professionnels



**Imen.B**

La commune d'El Hadjar a abrité, hier dimanche, la cérémonie officielle de lancement de la session de février 2026 du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. La cérémonie a été présidée par le chef de daïra d'El Hadjar, au niveau de l'Institut National Spécialisé de Formation Professionnelle “Bahi Sadek”, en présence du P/APC par intérim, du directeur de l'institut, ainsi que des représentants des services de sécurité, notamment la gendarmerie nationale, la sûreté nationale et la protection civile. L'ensemble du corps de la formation professionnelle était également présent pour marquer cet événement. À cette occasion, le chef de daïra a partagé avec les nouveaux stagiaires ce moment marquant de leur intégration au sein des établissements de formation, en leur adressant un message d'encouragement

et de motivation. Il a souligné l'importance stratégique de la formation professionnelle en tant que pilier essentiel du soutien à l'économie nationale et levier de création d'une main-d'œuvre qualifiée répondant aux exigences du marché du travail. Il a également insisté sur la nécessité pour les jeunes stagiaires de tirer pleinement profit des spécialités proposées, en faisant preuve de sérieux, d'assiduité et d'engagement, afin de bâtir un avenir professionnel solide. Les responsables ont, par ailleurs, affirmé la disponibilité totale des établissements de formation et la réunion de toutes les conditions pédagogiques et matérielles nécessaires pour assurer le bon déroulement de cette nouvelle session. Cette rentrée s'inscrit dans la dynamique nationale visant à valoriser les métiers, promouvoir l'apprentissage et offrir aux jeunes de réelles opportunités d'insertion socioprofessionnelle.

## ANNABA / eNVirONNeMeNT

### Les retraités de la sûreté de wilaya mobilisés pour la campagne nationale de reboisement



**S.F**

Dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, les retraités de la sûreté de wilaya d'Annaba ont pris part, aux côtés des différents acteurs locaux, à une vaste opération de plantation d'arbres organisée sur le territoire de la wilaya. Cette initiative environnementale s'inscrit dans une dynamique nationale visant à préserver les ressources naturelles, lutter contre la dégradation des écosystèmes et promouvoir une culture écologique durable auprès des citoyens. La participation des retraités de la sûreté de wilaya revêt une dimension symbolique forte. Bien qu'ayant achevé leur carrière professionnelle, ces anciens cadres et agents continuent d'incarner les valeurs fondamentales de l'institution, à savoir le sens du devoir, l'engagement au service de la collectivité et l'attachement indéfectible à la nation. Leur présence active sur le terrain témoigne

de leur volonté constante de contribuer aux actions d'intérêt général et de transmettre aux jeunes générations l'esprit de responsabilité et de civisme. Au-delà de l'aspect environnemental, cette opération de reboisement a également constitué un moment de solidarité et de cohésion sociale. En unissant leurs efforts autour d'un objectif commun, les participants ont réaffirmé l'importance du travail collectif dans la construction d'un cadre de vie sain et harmonieux. La plantation d'arbres représente un geste concret en faveur de la protection de l'environnement, mais aussi un investissement pour l'avenir, en garantissant aux générations futures un patrimoine naturel préservé. La sûreté de wilaya d'Annaba a salué avec fierté l'implication de ses retraités dans cette action citoyenne, soulignant que l'engagement au service du pays ne s'arrête pas à la fin d'une carrière administrative. Elle a tenu à adresser ses

plus hautes expressions de reconnaissance et de respect à l'ensemble des retraités de la Sûreté nationale, mettant en avant leur parcours exemplaire, leur professionnalisme et leur contribution durable à la sécurité et à la stabilité du pays. Cette participation illustre, une fois de plus, la profondeur du lien qui unit les membres de la grande famille de la Sûreté nationale, qu'ils soient en activité ou à la retraite. Elle confirme également que les valeurs de loyauté, de discipline et de dévouement demeurent ancrées dans l'esprit de ceux qui ont consacré leur vie à la protection des citoyens et des institutions de la république. À travers ce geste écologique et citoyen, les retraités de la Sûreté nationale à Annaba réaffirment leur attachement aux causes d'intérêt public et leur disponibilité permanente à soutenir toute initiative visant le développement durable et le bien-être de la société.

ANNABA / SÛreTÉS UrBAiNeS :

# Rencontre wilayale sur la participation politique et le renforcement du front interne

S.F

Le membre du comité central et secrétaire de la mouhafadha d’Annaba, M. Klaia Noureddine, a présidé une rencontre wilayale avec le mouvement associatif placée sous le thème «Participation politique et consolidation du front interne». La réunion s’est tenue en présence des membres du comité central et du bureau de la mouhafadha, et a enregistré une participation remarquable de plus de 400 militants, militantes et acteurs de la société civile. Dans son intervention, le secrétaire de la mouhafadha a indiqué que cette rencontre s’inscrit dans le cadre des préparatifs des prochaines échéances, soulignant que la participation politique constitue un levier essentiel pour soutenir

et renforcer le front interne. Il a mis en avant la place centrale de la société civile dans le projet participatif du parti, considérant son implication comme déterminante pour accompagner les efforts de développement et consolider la cohésion nationale. L’orateur a également salué les réalisations de la direction nationale sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, citant notamment le projet structurant de Ghar Djebilet, qu’il a qualifié d’acquis stratégique à même de renforcer l’économie nationale. Il a, par ailleurs, transmis les orientations du secrétaire général du parti appelant au rassemblement, à l’unité des rangs et à l’attention particulière à accorder aux jeunes et aux femmes afin de leur permettre

d’assumer pleinement leur rôle moteur. De son côté, M. Chabira Khaled, membre du comité central et du bureau de la mouhafadha, a exprimé sa gratitude envers le secrétaire de wilaya ainsi qu’envers l’ensemble des cadres et militants pour les efforts consentis dans la restructuration et le renforcement de la présence du parti à Annaba. Il a insisté sur l’importance de l’éthique dans l’action politique et a rappelé que cette rencontre s’inscrit dans la dynamique de préparation des prochaines échéances. Il a appelé les jeunes à s’engager activement, à retirer leur carte d’électeur et à participer pleinement aux consultations électorales. Il a également affirmé que le parti ambitionne d’augmenter le taux de participation et d’atteindre



le cap du million d’adhérents, à travers une stratégie fondée sur l’implication de la société civile et la promotion des jeunes et des femmes à des postes de responsabilité, invitant l’ensemble des militants à se mobiliser autour du message du parti au service de l’Algérie. Pour sa part, le responsable de l’organisation, M. Hamida Mansri, a salué l’affluence importante ainsi que les efforts déployés par le bureau de la

mouhafadha, soulignant le rôle déterminant de la société civile dans la concrétisation du projet politique du parti et dans le renforcement de sa présence sur le terrain. La rencontre s’est clôturée par la distinction de plusieurs cadres du parti en reconnaissance de leurs efforts, dans une atmosphère marquée par l’esprit de responsabilité, d’unité et de mobilisation en vue des prochaines étapes.

# Annaba accueille la 2<sup>ème</sup> Journée de Formation Médicale Continue en odontologie conservatrice et endodontie

S.F

Annaba a abrité, avant-hier la deuxième Journée de Formation Médicale Continue consacrée aux « Pratiques actuelles en dentisterie restauratrice et en endodontie », organisée par le Service d’Odontologie Conservatrice et d’Endodontie du CHU d’Annaba, en collaboration avec le club scientifique Dental Mind et le département de médecine dentaire de l’Université Badji Mokhtar.

Accueillie à l’auditorium “Yahi Badreddine” de la faculté de médecine d’Annaba, cette rencontre scientifique a réuni enseignants, praticiens, résidents et étudiants autour des avancées récentes en dentisterie restauratrice et en traitement endodontique. Placée sous le signe de l’actualisation des connaissances et du partage d’expertise, la manifestation s’inscrit dans une dynamique de formation continue visant à rapprocher les données scientifiques les plus récentes de la

pratique clinique quotidienne. Dans son allocution d’ouverture, la professeure Mentouri A., cheffe du service d’odontologie conservatrice et d’endodontie et présidente de la journée, a souligné l’importance d’une odontologie moderne fondée sur l’évidence scientifique, l’innovation technologique et la préservation maximale des tissus dentaires, conformément aux principes de l’odontologie minimalement invasive. Elle a également insisté sur la nécessité d’optimiser les

protocoles actuels de mise en forme, de désinfection et d’obturation du système canalaire afin de garantir une étanchéité tridimensionnelle durable, condition essentielle au succès biologique et clinique à long terme. Honorée par la présence du doyen de la faculté de médecine, le professeur Amoura K., en qualité de président d’honneur, cette journée a été marquée par un programme scientifique riche comprenant conférences, ateliers pratiques et présentations de travaux sous

forme d’e-posters. Les échanges ont permis de renforcer les passerelles entre l’enseignement, la recherche et la pratique clinique, au bénéfice direct de la qualité des soins prodigués aux patients. Soutenue par plusieurs partenaires du secteur dentaire, cette initiative confirme la volonté des organisateurs d’ancrer la formation médicale continue comme levier essentiel d’excellence et d’amélioration permanente des pratiques professionnelles à Annaba.

ANNABA / COMMerCe :

# Ouverture d’un marché de proximité spécial Ramadhan pour l’approvisionnement et la régulation des prix

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs du mois sacré de Ramadhan 2026, et en application des orientations du ministère du commerce intérieur et de la régulation du marché national, la direction du commerce de la wilaya de Annaba, a procédé samedi dernier à l’ouverture du marché de proximité dédié

à l’approvisionnement et à la stabilisation du marché local. Cette initiative a eu lieu au niveau du site « Avant-Port », dans la commune d’Annaba, et vise à garantir la disponibilité des produits de large consommation à des prix compétitifs à l’approche du mois sacré. L’événement a enregistré la participation active de nombreux opérateurs économiques, publics et

privés, ainsi que des importateurs, grossistes, détaillants et artisans, proposant la vente directe du producteur au consommateur. Cette démarche permet de réduire les intermédiaires et de préserver le pouvoir d’achat des citoyens. Les visiteurs ont pu constater la disponibilité d’un large éventail de produits et de denrées alimentaires, notamment les produits de

base, fruits et légumes, viandes, produits laitiers, conserves et autres articles indispensables au foyer durant le Ramadhan. À travers ce type d’initiative, les services du commerce réaffirment leur engagement à assurer un approvisionnement régulier du marché, à lutter contre la spéculation et à maintenir des prix accessibles, contribuant ainsi à



la stabilité du marché local et au bien-être des consommateurs.

ANNABA / PrOTeCTiON CiVile :

# Intervention au front de mer de Chetaibi à cause des intempéries

Imen.B

Les agents de l’unité de la protection civile de Chétaïbi sont intervenus avant-hier en soirée, afin de constater et traiter les conséquences des fortes intempéries ayant touché la

commune. Suite aux pluies abondantes enregistrées à travers le territoire de la municipalité de Chétaïbi, plusieurs points noirs ont été signalés, notamment l’obstruction des réseaux d’évacuation des eaux pluviales. Les principales zones

concernées étaient la route du port, au niveau du front de mer, ainsi que la route de la cité jouxtant le nouveau siège de la police. L’accumulation des eaux de pluie a provoqué des inondations partielles de la chaussée, rendant la circulation difficile. Les équipes de la

protection civile ont procédé au dégagement et au débouchage des avaloirs et des regards d’évacuation afin de permettre un écoulement normal des eaux stagnantes. Grâce à leur intervention rapide et efficace, la situation a pu être maîtrisée et les voies touchées ont

progressivement retrouvé leur état normal. Cette opération s’inscrit dans le cadre des actions préventives et réactives menées par les services de secours pour garantir la sécurité des citoyens et limiter les désagréments liés aux aléas climatiques.



# L'Australie annonce investir plus de 2 milliards d'euros dans un chantier de sous-marins à propulsion nucléaire

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'alliance Aukus signée avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis en 2021. Un accord qui prévoit que Canberra se dote d'une flotte de sous-marins américains de pointe et produise aussi à plus long terme ses propres navires, selon le monde fr.

Le premier ministre australien, Anthony Albanese, a annoncé, dimanche 15 février, un investissement initial de plus de 2 milliards d'euros pour la construction d'un nouveau chantier de sous-marins à propulsion nucléaire, dans le cadre de l'alliance Aukus (pour « Australia, United Kingdom and United States », Australie, Royaume-Uni, Etats-Unis).

Ce pacte avait été signé par



Washington en 2021 avec pour objectif de juguler l'influence de la Chine dans le Pacifique, entraînant l'annulation d'un mégacontrat entre Canberra et la France.

L'investissement initial de 3,9 milliards de dollars australiens (2,4 milliards d'euros) annoncé représente un investissement «

crucial pour fournir l'Australie en sous-marins à propulsion nucléaire équipés d'armes conventionnelles », a affirmé le dirigeant dans un communiqué.

L'accord prévoit que Canberra se dote d'une flotte de sous-marins américains de pointe et le développement conjoint d'un éventail de technologies

militaires.

Un chantier naval stratégique pour l'Australie

A long terme, l'investissement dans le chantier naval est estimé à 30 milliards de dollars australiens (18 milliards d'euros). Le coût total, sous-marins inclus, pourrait, lui, s'élever à près de 200 milliards d'euros sur les trente prochaines années.

L'Australie doit également obtenir la technologie pour construire ses propres appareils dans le futur.

Ces sous-marins américains, dont les acquisitions commenceront en 2032, seront au cœur du projet de Canberra d'augmenter ses capacités de frappe à longue distance dans le Pacifique, où la Chine renforce son influence.

Selon le ministre de la défense,

Richard Marles, le nouveau chantier naval, qui doit être construit près d'Adelaïde, sera un élément-clé de ce programme.

« La transformation en cours à Osborne démontre que l'Australie est sur la bonne voie pour mettre au point la capacité souveraine de fabriquer nos propres sous-marins à propulsion nucléaire pour les décennies à venir », s'est-il réjoui.

Ce projet d'armement avait déclenché une grave et longue crise diplomatique avec la France en 2021. Canberra avait initialement choisi des appareils français pour un contrat en milliards de dollars avant de l'annuler et de se reporter sur Aukus, son alliance sécuritaire avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

## La marine nationale saisit 2,4 tonnes de cocaïne en Polynésie

Cette saisie de 100 ballots de cocaïne porte à près de 12 tonnes la quantité de cette drogue interceptée dans les eaux polynésiennes en un mois, selon le monde fr.

La marine nationale a saisi 2,4 tonnes de cocaïne sur un navire en Polynésie française lors d'une opération menée en coopération avec les Etats-Unis, a déclaré, samedi 14 février, le Haut-Commissariat dans un communiqué.

Cette saisie de 100 ballots de cocaïne, réalisée jeudi en haute mer avec l'appui d'un avion Falcon Guardian des forces

armées, porte à près de 12 tonnes la quantité de cocaïne saisie dans les eaux polynésiennes en un mois : trois saisies massives – entre 2 et 5 tonnes chacune – sur des navires, mais aussi 473 kilos dans un container sur le port de Papeete. Comme lors des dernières saisies, la drogue a été détruite en mer.

Ces stupéfiants ne sont pas destinés à la Polynésie française, mais les trafiquants traversent ses eaux depuis les pays producteurs, en Amérique latine, jusqu'aux pays consommateurs du Pacifique, tels que la Nouvelle-Zélande et surtout

l'Australie.

L'équipage laissé libre

« Conformément aux pratiques applicables en droit international et en lien avec le parquet de Papeete, le navire et son équipage ont repris leur navigation », précise le communiqué du Haut-Commissariat. Cette pratique avait précédemment choqué en Australie, mais le parquet de Papeete préfère consacrer ses moyens aux affaires qui touchent directement la Polynésie.

Il laisse donc aux pays des pavillons de ces navires, ou aux pays destinataires de la drogue, le soin de traiter ces dossiers



complexes. Les navires contrôlés restent surveillés par les Etats du Pacifique.

Cette opération des forces armées a été appuyée par

la gendarmerie nationale et l'Office français antistupéfiants, avec « la coopération de services du gouvernement américain », a précisé la même source.

### AIDE À L'EMBAUCHE D'APPRENTIS :

## Le gouvernement prévoit de réduire les primes pour les BTS et les futurs ingénieurs



Le gouvernement espère économiser 200 millions d'euros pour 2026 et 700 millions d'ici à l'an prochain en révisant à la baisse les aides pour

certaines diplômes. Celles qui concernent les apprentis en situation de handicap sont maintenues, selon le monde fr.

Les montants de l'aide versée aux

entreprises pour l'embauche d'un apprenti vont être réduits pour les BTS et les diplômes d'ingénieurs mais resteront inchangés pour les apprentis en situation de handicap, selon le ministère du travail.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés La réduction des aides à l'apprentissage pénalise l'emploi salarié

L'aide à l'embauche d'un apprenti, auparavant de 6 000 euros pour les entreprises, avait déjà été abaissée l'an dernier à 5 000 euros pour les PME de moins de 250 salariés et à 2 000 euros pour les entreprises de plus grande taille. La prime pour les entreprises de moins de 250 salariés tombera cette fois à

4 500 euros maximum pour des apprentis qui préparent un BTS ou un DUT, (diplômes de niveau Bac + 2) et à 2 000 euros pour les diplômes d'ingénieur, les masters et licences, selon un projet de décret dont l'Agence France-Presse (AFP) a obtenu copie. Les sociétés de 250 salariés et plus toucheront 750 euros pour ces diplômes d'études plus poussées et 1 500 euros pour les diplômes de niveau Bac + 2. Le montant de l'aide sera maintenu à 6 000 euros pour l'embauche d'apprentis en situation de handicap.

Ces aides exceptionnelles sont destinées aux employeurs pour la première année d'exécution

des contrats d'apprentissage qui démarrent avant le 1<sup>er</sup> janvier 2027. Le montant des économies attendues est de l'ordre de 200 millions d'euros pour 2026 et de 700 millions d'ici à l'an prochain, a précisé le ministère.

Le décret entrera en vigueur le lendemain de sa publication et s'appliquera aux contrats d'apprentissage conclus à compter de cette date, selon le ministère du travail.

Profitant des aides publiques, le nombre d'apprentis en France était passé de 430 000 en 2017 à plus d'un million en 2023, tandis que l'apprentissage s'est massivement ouvert aux étudiants du supérieur et au secteur des services.



# L'Union européenne veut sécuriser les câbles sous-marins vitaux pour les liaisons Internet

Bruxelles va consacrer 347 millions d'euros pour développer et mieux protéger ces infrastructures essentielles pour les communications intercontinentales, et confrontées à des risques croissants de sabotage, selon le monde fr. Le Fitburg, un imposant cargo de 132 mètres de long en provenance de Saint-Petersbourg (Russie), n'a pas pu rejoindre Haïfa (Israël) comme il le prévoyait. Le 31 décembre 2025,

en cette nuit du Nouvel An, le navire, battant pavillon de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, a été immobilisé par les autorités finlandaises. Le cargo, qui a depuis été autorisé à reprendre la mer, est soupçonné d'avoir endommagé un câble sous-marin de télécommunications reliant Helsinki à Tallinn, dans le golfe de Finlande, après avoir laissé, selon les enquêteurs, son ancre racler les fonds marins sur plusieurs dizaines de kilomètres.

Le problème, c'est que ces incidents et sabotages présumés des câbles sous-marins, vitaux pour le bon fonctionnement d'Internet et des communications intercontinentales, vont désormais crescendo dans la mer Baltique et ses environs, depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022. Ils impliquent aujourd'hui souvent des navires soupçonnés d'appartenir à la flotte fantôme russe, ces pétroliers à la propriété floue,



# En Russie, le blocage de WhatsApp et Telegram provoque une vague de protestations



Avec l'interdiction de Starlink, les deux populaires messageries ont été bloquées par les autorités chargées de la Toile. Une colère palpable dans les rangs militaires et... politiques, selon le monde fr. « Que faites-vous, bande d'idiot ? » Le blocage en Russie de WhatsApp et Telegram par les autorités chargées du contrôle de la Toile a provoqué la colère jusque dans les rangs de la Douma, la chambre basse

du Parlement russe. Parmi ces députés : Sergueï Mironov, l'une de ces figures politiques qui, sous le régime de Vladimir Poutine, est toujours resté fidèle au président. Mercredi 11 février, au lendemain de la décision de Roskomnadzor (le service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias), bras digital du Kremlin, de bloquer les deux messageries les plus populaires, M. Mironov

s'est pourtant fâché tout rouge devant députés et journalistes. « Qui ralentit Telegram ? Allez au front ! Nos gars qui versent leur sang n'ont que ce lien avec leurs familles et leurs amis. Qu'est-ce que vous faites, scélérats ? », a-t-il lancé. Ses déclarations ont été relayées par une partie des médias officiels, ce qui indirectement confirme le malaise ambiant au sein même des élites politiques.

# En Nouvelle-Zélande, le tueur de Christchurch tente de faire annuler son plaidoyer de culpabilité devant la cour d'appel

Sept ans après les faits, Brenton Tarrant, le suprémaciste blanc qui avait tué, le 15 mars 2019, 51 musulmans dans deux mosquées de la ville, explique qu'il s'est senti contraint d'admettre les faits en raison d'un « épuisement nerveux », selon le monde fr. Pourquoi le suprémaciste blanc Brenton Tarrant a-t-il attendu plus de deux ans avant de solliciter l'autorisation d'interjeter appel, hors délai, de sa condamnation à la réclusion à perpétuité

sans possibilité de libération conditionnelle, prononcée en août 2020 ? Pourquoi réclame-t-il également l'annulation de ses plaidoyers de culpabilité portant sur 92 chefs d'accusation, dont 51 pour meurtre, 40 pour tentative de meurtre et un pour acte terroriste ? Du lundi 9 au vendredi 13 février, la Cour d'appel de Wellington a examiné les requêtes de l'auteur de la fusillade perpétrée le 15 mars 2019 dans deux mosquées de Christchurch, dans

le sud de la Nouvelle-Zélande. Elle doit rendre sa décision dans les mois à venir. Au premier jour d'audience, Brenton Tarrant a témoigné, par liaison vidéo, depuis l'unité spéciale de la prison d'Auckland, réservée aux détenus présentant un risque extrême, où il est incarcéré. Vêtu d'une chemise blanche, l'homme qui a été condamné à la peine la plus lourde jamais prononcée dans le pays depuis l'abolition de la



peine de mort en 1989, a déclaré que ses conditions « inhumaines » de détention l'avaient rendu

incapable de prendre des décisions rationnelles au moment de son plaidoyer de culpabilité



# VfB Stuttgart : Le casse-tête Bouanani



**S**i le début de saison timide de l'ailier algérien pouvait s'expliquer par son adaptation à un nouvel environnement et à une nouvelle équipe, la situation semble désormais se compliquer. Alors que Badredine Bouanani paraissait monter en puissance à un moment, la dynamique s'est ralentie pour le joueur du VfB Stuttgart ces dernières semaines. « J'étais satisfait du premier mois : je me suis rapidement adapté, j'ai eu de bonnes

actions et inscrit mon premier but avec le VfB. Après la trêve internationale d'octobre, j'ai eu plus de difficultés, puis ça s'est amélioré à partir de mi-novembre. Il y a eu des hauts et des bas. Le coach Sebastian Hoeneß et son staff travaillent beaucoup avec moi. C'est normal de passer par une phase d'adaptation après un transfert. », avait-il confié il y a un mois dans un entretien accordé au club, évoquant notamment son travail avec Sebastian Hoeneß.

Depuis, la tendance n'a pas réellement évolué. Depuis le début de l'année 2026, sur les dix matches disputés toutes compétitions confondues par Stuttgart, Bouanani ne totalise que 237 minutes de jeu, soit une moyenne de 24 minutes par rencontre : cinq fois non utilisé, deux titularisations et trois entrées en fin de match. Surtout, il ne compte aucune action décisive, un bilan insuffisant pour un joueur en quête d'affirmation.

**Des chiffres contrastés**  
Statistiquement, l'international algérien n'a pas encore ouvert son compteur en Bundesliga ni délivré de passe décisive. En revanche, la Ligue Europa lui réussit davantage, avec deux buts et une offrande. Arrivé l'été dernier en provenance de OGC Nice, il est lié au club allemand jusqu'en juin 2030. Formé au LOSC Lille, il traverse aujourd'hui une période délicate au sein d'une équipe performante, toujours engagée

dans trois compétitions. Le joueur devra rapidement hausser son niveau pour convaincre son entraîneur et confirmer le potentiel qui faisait de lui l'un des talents algériens les plus prometteurs de sa génération, avant ces derniers mois plus discrets. Sa priorité sera d'abord de redresser sa situation en club avant d'espérer retrouver un rôle plus important en sélection, où sa position apparaît encore plus fragile.



## Altercation avec l'arbitre, insultes, boycott : La Juventus a disjoncté après le choc face à l'Inter



**L**a défaite de la Juventus contre l'Inter Milan a tourné au scandale. Pour protester contre l'expulsion de Pierre Kalulu, la Vieille Dame a boycotté les médias et ses dirigeants se sont vivement emportés à l'encontre de l'arbitre dans une scène lunaire. Le choc entre l'Inter Milan et la Juventus a tenu toutes ses promesses et aura profondément marqué les esprits en Italie. Dans ce derby décisif pour la course au titre, les Nerazzurri ont arraché la victoire dans les derniers instants (3-2) pour conserver leur place en tête de la Serie A, laissant la Juve à la 5e

place de Serie A. Mais au-delà du scénario haletant, un fait de jeu a totalement fait basculer la rencontre : l'expulsion de Pierre Kalulu à la 42e minute, qui a provoqué l'explosion de colère du camp turinois.

Juste avant la pause, le latéral français a reçu un deuxième carton jaune pour une faute sur Alessandro Bastoni. Problème : les ralentis ont montré que Kalulu ne touchait pas réellement le défenseur interiste. Une décision qui a immédiatement enflammé les Bianconeri, d'autant que la VAR ne peut intervenir que dans le cas d'un carton rouge direct.

Dans le tunnel du stade milanais, la tension est montée d'un cran. L'entraîneur Luciano Spalletti - qui aurait expliqué à l'arbitre qu'il « a faussé le match » - le directeur de la stratégie Giorgio Chiellini et le président Damien Comolli ont vivement interpellé l'arbitre Federico La Penna au retour aux vestiaires.

**Damien Comolli a disjoncté** Selon La Gazzetta dello Sport, Damien Comolli aurait littéralement perdu son sang-froid, surgissant pour « proférer des insultes inqualifiables en anglais à l'encontre de l'arbitre ». Toujours d'après le quotidien italien, le dirigeant français

était si virulent que l'entraîneur turinois a dû le repousser vers les vestiaires pour éviter que la situation ne dégénère davantage. La Juventus a ensuite décidé de boycotter les obligations médiatiques d'après-match. Aucun joueur ni entraîneur ne s'est présenté face aux caméras. Seuls Giorgio Chiellini et Damien Comolli ont pris la parole pour dénoncer la décision arbitrale.

« Ce qui s'est passé ce soir est une honte. Cela ne doit plus jamais se reproduire. C'est arrivé encore et encore, et ce soir en est l'exemple parfait. Voir cela sous les yeux du monde entier est

scandaleux », a lâché Comolli. Chiellini a enfoncé le clou : « on ne peut pas parler de football après ce qu'il s'est passé ce soir. Aujourd'hui, il s'est passé quelque chose d'inacceptable. L'énième de la saison, qui arrive à nous ou aux autres. Cette erreur n'est pas acceptable, gâcher un tel match et que le niveau (des arbitres) ne soit pas à la hauteur. Voilà le spectacle que l'on donne au reste du monde, il faut changer tout de suite et arrêter de procrastiner comme on le fait toujours dans le football italien ». De quoi mettre le feu à toute l'Italie...





# Face à Google Photos, «nous construisons Ente pour nous-mêmes et les générations futures» -

Pour stocker ses photos de manière sécurisée, il n’y a pas 36 solutions sur le marché. Et la plus aboutie à nos yeux reste celle proposée par Ente. L’entreprise propose des applications pour Windows, macOS, Linux, iOS et Android ainsi qu’une web app. On y retrouve une vraie galerie avec la gestion des albums, des options de partage et surtout, la promesse d’un environnement complètement chiffré.

Ente n’est pas une startup comme les autres. Quand Vishnu Mohandas a quitté ses fonctions d’ingénieur chez Google pour lancer sa plateforme de stockage de photos chiffrée, il a fait un choix radical : refuser le capital-risque et bâtir une entreprise viable avec des revenus d’exploitation. Cinq ans après son lancement, Ente Photos est passé v1.0. L’app supplante déjà Google Photos, mais aussi Polar Steps et, depuis peu, le service s’attaque à Instagram avec l’ajout d’une brique communautaire. En parallèle, l’équipe a mis au point Ente Auth (pour l’authentification 2FA) et s’apprête à déployer Ente Locker (stockage de documents).

Vous avez quitté Google en 2020 après avoir travaillé sur l’infrastructure de Google Assistant. Qu’est-ce qui vous a poussé à créer Ente ? Était-ce une décision progressive ou y a-t-il eu un moment charnière ?

Vishnu Mohandas : Avoir entendu parler de l’implication de Google dans le Projet Maven a été l’élément déclencheur qui m’a fait réfléchir à la confidentialité et au caractère sacré de mes photos. Cela m’a fait réaliser que nous devrions faire attention à qui nous donnons nos données, car nous ne contrôlons pas à quoi servira l’IA entraînée dessus.

À l’avenir, ma fille pourrait être manipulée par une IA entraînée sur ses photos d’enfance, ma femme pourrait être ciblée par des publicités basées sur ce que nous cliquons, et comme dans le cas du Projet Maven, cela pourrait être utilisé pour la guerre.

La seule véritable alternative à Google est le jardin clos d’Apple, où vous ne pouvez pas accéder à vos données en dehors de leur écosystème. Il n’était pas logique d’enfermer les photos de ma famille là-dedans. Donc quitter mon emploi chez Google pour construire un endroit plus privé et plus accessible pour stocker des photos m’a semblé être la chose responsable à faire.

Vous expliquez que «Google prend la sécurité au sérieux, mais pas la vie privée de l’utilisateur». Pourriez-vous développer cette distinction ? Quelles pratiques internes chez Google vous ont le plus mis mal à l’aise ?

V.M : La sécurité garantit que personne en dehors de Google ne peut accéder à vos données. La vie privée garantit que même Google lui-même ne peut pas accéder à vos données.

Google embauche des ingénieurs intelligents pour garantir la sécurité. Google embauche des ingénieurs encore plus intelligents pour générer des profits en exploitant votre vie privée - c’est une entreprise publicitaire cotée en bourse. Leur objectif est de maximiser la valeur pour les actionnaires. Je n’ai passé que 11 mois à travailler chez Google, et pendant ce temps, mes conversations avec mes collègues ont rendu les priorités de l’entreprise évidentes, et j’ai trouvé le manque d’empathie troublant.

Ente refuse catégoriquement les financements en capital-risque malgré une traction significative (165 millions de photos stockées). Pourtant, vous avez accepté une subvention de 100 000 dollars de Mozilla. Où tracez-vous la ligne entre un financement acceptable et un compromis sur votre vision ?

V.M : Nous acceptons les subventions non dilutives qui n’influencent pas la direction d’Ente. Par exemple, nous avons récemment accepté une subvention de 20 000 francs suisses du CERN et une subvention de 25 000 dollars de FLOSS/fund. Ces subventions ont été attribuées pour nos contributions à l’open source, et je suis personnellement heureux qu’il existe des organisations qui investissent de l’argent pour faire avancer l’open source.

Avec seulement 12 employés à temps plein gérant plus de 150 000 utilisateurs et développant à la fois Photos et Auth en parallèle, comment faites-vous pour développer aussi rapidement vos nouveautés ?

V.M : Nous avons maintenant 20 employés à temps plein, gérant plus du double d’utilisateurs, et un produit supplémentaire - Locker (pour stocker vos documents importants) - et moins de la moitié d’entre eux sont des ingénieurs. Nous sommes une équipe intentionnellement petite. Et c’est la principale raison pour laquelle nous sommes capables de maintenir notre rythme de développe-

ment. Il n’y a pas de bureaucratie, et nous donnons aux individus l’espace nécessaire pour être créatifs et exceller dans ce qu’ils font bien. Je suis reconnaissant d’être entouré d’êtres humains incroyablement intelligents et dotés d’une forte capacité d’initiative.

Ente Technologies Inc. est constituée au Delaware (États-Unis), mais votre équipe travaille principalement depuis l’Inde et les Pays-Bas, tandis que les données de vos utilisateurs sont stockées en Europe. Côté juridiction, c’est un peu complexe, est-ce que ce n’est pas un peu en contradiction avec l’idée d’une entreprise axée sur la confidentialité ?

V.M : Ente est une entreprise mondiale qui développe des logiciels open source en priorisant la longévité des données clients. Il est important de ne pas nous lier à une seule juridiction.

La géopolitique est complexe, il est donc important d’avoir des options. Nous avons actuellement une présence dans des zones géographiques qui sont chacune favorables à l’entrepreneuriat, à la confidentialité et à la neutralité. Nous pensons que ce niveau de diversification est essentiel pour atténuer la volatilité politique et assurer la longévité.

En 2025, vous avez lancé des fonctionnalités majeures comme Rituals, l’étiquetage manuel de personnes et la vue cartographique. Comment décidez-vous quelles fonctionnalités prioriser quand vous êtes en concurrence avec des géants comme Google Photos qui ont d’énormes équipes ?

V.M : Notre plus grand avantage par rapport à des entreprises comme Google est que nous avons une petite équipe qui est enthousiaste à l’idée d’écouter les retours clients et d’agir avec une efficacité clinique.

Il est difficile de prioriser, comme il est difficile de satisfaire tout le monde. Nous essayons d’équilibrer les victoires à court terme pour les clients avec les victoires à long terme pour l’entreprise. Ces victoires à long terme nous aident à croître et à réinvestir dans nos clients. C’est une danse délicate dans laquelle nous nous améliorons constamment.

Ente Auth est gratuit et le restera pour les utilisateurs existants, même si vous décidez de le monétiser à l’avenir. N’est-ce pas financièrement risqué d’offrir gratuitement un produit qui nécessite toujours une infrastructure et une

maintenance continue ?

V.M : Auth a été construit pour résoudre notre propre problème - avoir besoin d’une application 2FA open source de haute qualité. Le hasard nous a fait entrer dans des cercles dans lesquels nous ne serions pas entrés autrement. Certaines des plus grandes organisations du monde utilisent maintenant Auth, et cela a donné à Ente plus de visibilité que nous aurions pu l’espérer.

De plus, le coût d’infrastructure pour Auth est minuscule comparé à celui de Photos. C’est donc un investissement sensé pour la valeur qu’il apporte.

Vous avez publié Photos v1.0 en février 2025 après plus de 40 000 commits et cinq ans de développement. Pourquoi avez-vous attendu si longtemps avant de l’appeler une version «1.0» ? Qu’est-ce qui définit un produit mature pour vous ?

V.M : Un produit mature pour moi est un produit qui fait son travail discrètement, me ravit de manière inattendue et n’offre aucune frustration.

La sortie de la version «1.0» de Photos est arrivée quand j’ai ressenti que le produit répondait constamment à ces attentes. C’était une étape symbolique pour nous, en définissant la qualité des logiciels qu’Ente devrait produire. Nous avons encore un long chemin à parcourir, et beaucoup de satisfaction à offrir.

L’intégration d’Ente avec iOS et Android présente-t-elle des défis différents sur chaque plateforme ? Apple et Google facilitent-ils, ou au contraire compliquent-ils, l’intégration d’alternatives à iCloud et Google Photos dans leurs écosystèmes ?

**V.M : Oui, il y a des défis.**

Apple facilite la migration de vos données, avec des API que des applications tierces comme Ente peuvent utiliser pour accéder à vos photos. Mais Apple lie étroitement certaines de leurs applications entre elles - par exemple, les nouvelles photos prises avec l’application appareil photo ne s’ouvriront que dans Apple Photos. Le même problème existe avec l’application appareil photo d’Android, mais la situation avec Google est plus grave.

Google rend très difficile l’extraction de vos données. Ils ont des API, mais ils interdisent aux concurrents d’utiliser leurs API. Même si vous souhaitez quitter Google un jour, le processus est pénible. Si vous avez de la

chance, vous vous retrouverez avec des photos zippées avec des métadonnées corrompues. Nous avons investi une quantité importante d’ingénierie pour gérer avec élégance les données que Google vous donne, afin que votre bibliothèque soit en un seul morceau sur Ente.

Apple et Google utilisent tous deux une interface assez similaire pour la gestion des photos, avec une barre latérale à gauche listant les albums et les collections. Vous avez choisi une disposition différente avec un ruban en haut. N’avez-vous pas peur que cette ergonomie puisse rebuter les utilisateurs qui sont initialement venus sur Ente pour migrer en douceur depuis des services existants ?

V.M : Il y a quelques décisions de design que nous avons prises où nous nous sommes écartés des applications grand public pour rendre le produit plus simple à utiliser. Certaines ont fonctionné en notre faveur, d’autres non. Le ruban auquel vous faites référence est peut-être l’une de nos décisions les moins populaires, nous allons travailler dessus.

Votre ML sur l’appareil pour la reconnaissance faciale et la recherche sémantique est l’un de vos principaux facteurs de différenciation. Mais l’indexation complète d’une bibliothèque peut prendre des heures, même sur ordinateur. Comment prévoyez-vous d’accélérer ce processus sans compromettre la vie privée ?

V.M : Lorsque vous importez votre bibliothèque sur Ente, après avoir activé le machine learning, vous ne rencontrez pas beaucoup de problèmes car les photos sont indexées localement au fur et à mesure qu’elles sont sauvegardées. Donc la plupart de votre bibliothèque est indexée au moment où le téléversement se termine. Mais cela prend plus de temps si vous indexez une bibliothèque existante à partir de zéro.

Nous travaillons actuellement à rendre notre pipeline de machine learning plus efficace avec l’ajout d’une base de données vectorielle qui améliorera considérablement le temps nécessaire pour regrouper les embeddings. D’autres améliorations sont prévues, mais la dure vérité concernant l’exécution de modèles de machine learning localement sur votre appareil est que cela prendra toujours plus de temps que sur des fermes de serveurs. En contrepartie, vous obtenez une confidentialité absolue.





Khenchela

Trente pièces antiques récupérées et confiées au secteur de la culture

Sara Boueche

La Direction de la culture et des arts de la wilaya de Khenchela a officiellement réceptionné trente pièces de monnaie anciennes récemment récupérées par la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Chechar. L'information a été confirmée mercredi par le directeur du secteur, M. Mohamed El Alouani.

Selon les précisions fournies à l'APS, ces pièces numismatiques, appartenant à différentes périodes historiques, ont été saisies dans le cadre d'une affaire liée à la contrebande et à la commercialisation illicite de biens culturels à valeur archéologique. L'opération, menée par les services de la

Gendarmerie nationale, s'inscrit dans les efforts continus de lutte contre les atteintes au patrimoine national.

Les expertises réalisées ont établi que ces pièces remontent aux époques romaine et byzantine, notamment dans leurs phases précoces. Conformément aux dispositions légales relatives à la protection et à la valorisation du patrimoine culturel, elles ont été remises par les autorités judiciaires à la Direction de la culture et des arts.

Dans une perspective de conservation et de valorisation scientifique, ces pièces seront transférées au musée national des Frères Martyrs Boulaâziz de Khenchela, où elles viendront enrichir les collections existantes. Elles seront ainsi mises à la disposition des



chercheurs et des étudiants de la région.

Par ailleurs, M. El Alouani a rappelé qu'au cours de l'année

2025, près de 4 500 pièces de monnaie anciennes, issues de différentes périodes historiques, ont été réceptionnées dans le cadre du programme de protection et de valorisation du patrimoine culturel. Il a également souligné le recensement de nombreuses fouilles illégales sur des sites archéologiques, phénomène préoccupant qui menace l'intégrité du patrimoine national.

Face à ces défis, un programme de travail concerté a été élaboré entre les services de sécurité et les Assemblées populaires communales (APC), afin de renforcer les mesures de protection des sites archéologiques et de prévenir toute tentative de fouille clandestine.

Cinéma national

Le CNC dématématialise l'accès au soutien public et renforce l'accompagnement des créateurs

Sara Boueche

Le Centre national du cinéma (CNC) a annoncé, mercredi, la mise en service d'une plateforme numérique dédiée au dépôt en ligne des projets cinématographiques souhaitant bénéficier du soutien public. Cette initiative marque une nouvelle étape dans la modernisation des mécanismes d'appui au développement de l'industrie cinématographique nationale.

Dans un communiqué officiel, le CNC précise que l'inscription ainsi que le dépôt des dossiers de candidature au titre du Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographique (FDATIC) s'effectuent désormais exclusivement via cette plateforme numérique. Ce

dispositif vise à simplifier les procédures administratives et à renforcer la transparence dans l'attribution des aides.

Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de l'État orientée vers la promotion du septième art, à travers un accompagnement structuré des cinéastes à toutes les étapes du processus créatif et de production. Le CNC invite, à ce titre, l'ensemble des professionnels du secteur à soumettre leurs projets par voie électronique.

Le soutien public couvre un large éventail d'activités liées à la chaîne de production cinématographique. Il comprend notamment :

le financement de la production et de la coproduction ;

l'appui à la postproduction ;



le soutien à l'écriture et au développement de scénarios ;

les subventions destinées à la distribution et à l'exploitation des œuvres, afin d'en assurer une diffusion optimale ;

ainsi que la préparation technique, incluant la remise en état du matériel de tournage et la modernisation des équipements.

Le CNC souligne que tout projet soumis doit être original, inédit et ne pas avoir bénéficié antérieurement d'un soutien public au titre de l'industrie cinématographique.

Par ailleurs, les productions portant sur la Résistance populaire, le Mouvement national ou la Révolution du 1er novembre 1954 demeurent soumises à l'autorisation préalable du Ministère des Moudjahidine et

des Ayants-droit. De même, les œuvres à thématique religieuse ou politique, ou mettant en scène des personnalités nationales et des symboles de l'État, requièrent l'avis consultatif des instances compétentes.

Enfin, l'octroi du soutien public repose sur plusieurs critères d'évaluation, incluant la qualité cinématographique et artistique

du projet, ainsi que ses retombées socioculturelles et économiques potentielles.

Avec cette plateforme, le CNC entend ainsi conjuguer modernisation administrative et ambition culturelle, en consolidant les bases d'une industrie cinématographique nationale plus structurée et compétitive.

Concert...

Le groupe emblématique Babylone sera en concert au Théâtre Régional d'Oran le mercredi 25 février 2026, à l'occasion d'une soirée ramadhaneuse très attendue.

Programmée durant le mois de Ramadhan, cette date offrira au public oranais l'opportunité de

retrouver les plus grands succès du groupe dans une ambiance conviviale et chaleureuse. Fidèle à son univers mêlant mélodies envoûtantes et paroles poétiques, Babylone promet un concert intense et fédérateur au cœur de l'une des salles les plus emblématiques de la ville. Dans

un communiqué officiel, le CNC précise que l'inscription ainsi que le dépôt des dossiers de candidature au titre du Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographique (FDATIC) s'effectuent désormais exclusivement via cette plateforme numérique.

Citation...

“Il faut toute la vie pour apprendre à vivre.”

- S É N È Q U E





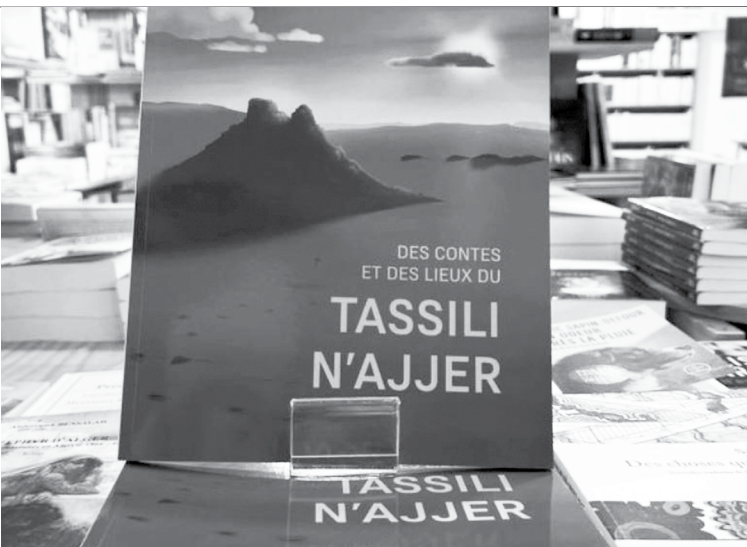
# Tassili N'Ajjer

## Quand le conte devient mémoire vivante et acte de transmission

Sara Boueche

À l’initiative du Centre culturel universitaire, une rencontre littéraire consacrée à l’ouvrage Des contes et des lieux du Tassili N’Ajjjer a mis en lumière la portée mémorielle et éducative du conte dans la transmission du patrimoine saharien. Devant un auditoire composé d’étudiants et d’enseignants, l’auteure Yamina Miri a proposé une réflexion approfondie sur la fonction culturelle du récit et sa capacité à préserver l’identité collective. Organisée au Centre culturel universitaire (CCU), cette conférence a constitué un moment d’échange intellectuel autour de l’imaginaire du désert et de la richesse symbolique du Tassili N’Ajjjer. Loin d’être

un simple recueil narratif, l’ouvrage s’inscrit dans une démarche de valorisation du patrimoine immatériel. Selon l’auteure, le conte dépasse le cadre du divertissement pour devenir un vecteur de principes, de culture, de spiritualité et d’éducation. Il se présente ainsi comme un outil de transmission intergénérationnelle, porteur de sens et d’appartenance. Une écriture à la croisée de la science et de l’imaginaire. Ingénieure agronome de formation et titulaire d’un magistère en écologie, Yamina Miri revendique une approche singulière, où la rigueur scientifique dialogue avec la sensibilité littéraire. Son écriture établit un pont entre le territoire et la légende, entre l’histoire et l’imaginaire. Le Tassili



apparaît dès lors non seulement comme un espace géographique d’exception, mais également comme une mémoire vivante, façonnée par les récits, les symboles et les traditions.

L’auteure a également souligné la pluralité des niveaux de lecture de son œuvre. Si l’enfant appréhende le texte dans sa dimension narrative immédiate, l’adulte, quant à lui, perçoit

les significations implicites, les nuances et les références culturelles sous-jacentes. Cette stratification du sens confère au conte une profondeur particulière, accessible à chacun selon son âge et son expérience. Les échanges avec le public ont porté sur le processus d’écriture, la phase de documentation et la place du désert dans l’imaginaire collectif. À travers cette rencontre, Yamina Miri a rappelé que raconter le Tassili revient aussi à préserver un patrimoine fragile et à éveiller chez les jeunes générations une conscience patrimoniale et un attachement renouvelé à leur territoire.

# Berlinale 2026

## Première polémique du festival, autour du soutien de l'Allemagne à Israël



Interrogés sur le soutien de l’Allemagne à Israël malgré son offensive dans la bande de Gaza, des membres du jury ont considéré qu’ils « dev [aient] rester en dehors de la politique », ce qu’a fustigé l’écrivaine indienne Arundhati Roy

Ce sont des phrases qui ne passent pas. La réponse des membres du jury à la question d’un journaliste sur Israël et la bande de Gaza a provoqué une première polémique à la Berlinale. Jeudi, pendant la conférence de presse ayant précédé l’ouverture du festival, le jury avait été interrogé sur le soutien de l’Allemagne à

Israël malgré son offensive dans la bande de Gaza. « Nous devons rester en dehors de la politique », dont « nous sommes le contrepoids » et « l’opposé », avait renchéri Wim Wenders, Palme d’or à Cannes en 1984 avec Paris, Texas. « Nous poser cette question est un peu injuste », a aussi lancé la productrice polonaise Ewa Puszczynska, pour qui « chacun d’entre nous ici peut avoir d’autres préoccupations et prendre d’autres décisions ». « L’histoire les jugera » Des commentaires fustigés par l’écrivaine indienne Arundhati Roy, pour qui « entendre dire que l’art ne devrait pas être politique est sidérant ». « Ce qui s’est passé à Gaza, ce qui continue de s’y passer, est un génocide du peuple palestinien perpétré par l’Etat d’Israël [...]. Si les plus grands cinéastes et les plus grands artistes de notre époque ne peuvent pas se lever pour le dire, qu’ils sachent que l’histoire

les jugera », a dit l’écrivaine dans une déclaration transmise à l’AFP. Elle s’est par ailleurs dite « choquée et écœurée » par la réponse de Wim Wenders. Arundhati Roy, 64 ans, lauréate en 1997 du prix Booker pour son roman Le Dieu des Petits Riens, est l’un des écrivains indiens contemporains les plus célèbres. Ses engagements militants en ont aussi fait une figure polarisante dans son pays. Elle a décidé d’annuler sa venue prévue au festival, où elle devait présenter en tant qu’invitée une version restaurée du film de 1989 In Which Annie Gives It Those Ones, dans lequel elle a joué et dont elle a écrit le scénario. La Berlinale régulièrement ébranlée La Berlinale a également confirmé le retrait de deux films restaurés d’une sélection annexe : Sad Song of Touha, de l’Egyptienne Atteyat Al Abnoudy, et The Dislocation of Amber, du

Soudanais Hussein Shariffe, deux cinéastes aujourd’hui décédés. La Cimatheque, un centre de soutien au cinéma indépendant basé au Caire, et « les familles » des deux réalisateurs « ont décidé ensemble de se retirer du festival » en « solidarité » avec le cinéma palestinien, a expliqué la Cimatheque sur Facebook. Interrogée par l’AFP sur les trois retraits, la direction du festival a dit vendredi soir « respecter ces décisions » et « regretter de ne pas les accueillir, car leur présence aurait enrichi le débat au sein du festival. » En raison de sa responsabilité historique dans la Shoah, l’Allemagne est l’un des principaux soutiens d’Israël. Depuis l’attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023 à partir de la bande de Gaza, le conflit n’a cessé d’ébranler la Berlinale, un festival perçu comme progressiste et soutenu par le gouvernement allemand.

# Brésil

## Le carnaval de São Paulo s'ouvre en fanfare

Le coup d’envoi des célébrations officielles du carnaval de São Paulo a été donné vendredi soir avec le défilé des écoles de samba du Groupe spécial. Les meilleures

de la ville, au Sambadrome d’Anhembi. Ce spectacle haut en couleurs a mis en lumière des thèmes forts, mêlant culture noire, lutte contre le racisme et sexisme. et

mysticisme, dans une explosion de créativité et d’énergie. La première école à défiler, Mocidade Unida da Mooca, a marqué ses débuts dans la première division avec

un thème captivant rendant hommage à l’Instituto Geledés, une organisation brésilienne dirigée par des femmes noires qui combattent le racisme et le sexisme. « Pour moi, le carnaval

est une réappropriation de la culture noire authentique, de la culture des banlieues et de la samba », a déclaré Sté Oliveira, la chanteuse de l’école.





# Voici 5 causes méconnues du mal de dos, selon le Dr Gérald Kierzek

Le mal de dos ne vient pas toujours d'un effort ou d'un faux mouvement. Certaines habitudes banales du quotidien peuvent suffire à déclencher des douleurs persistantes, parfois sans signe évident. Le mal de dos s'invite souvent sans prévenir. Un matin au réveil, après une journée pourtant calme ou sans effort particulier, la douleur est là, bien installée. En France, ce trouble surnommé le mal du siècle motive entre 4 et 5 millions de consultations médicales chaque année. Qu'il s'agisse d'une cervicalgie, d'une dorsalgie ou d'une lombalgie, l'origine n'est pas toujours évidente. En dehors d'une chute, d'un choc ou d'une maladie identifiée, de nombreux patients peinent à comprendre pourquoi leur dos les fait souffrir. Le Dr Gérald Kierzek, médecin urgentiste et Directeur médical de Doctissimo, met en lumière plusieurs causes souvent négligées. L'alimentation



L'alimentation figure rarement parmi les suspects. Pourtant, un régime riche en graisses saturées ou en produits ultra-transformés favorise l'inflammation générale de l'organisme. Selon le Dr Gérald Kierzek, «un excès de poids lié à un régime hypercalorique exerce également une pression sur la colonne vertébrale». Cette contrainte mécanique répétée peut suffire à déclencher des douleurs lombaires durables.

Le stress joue lui aussi un rôle central. L'expression en avoir plein le dos n'a rien d'anodin. «Le stress chronique peut entraîner des tensions musculaires, notamment dans le bas du dos, causant des spasmes douloureux», explique l'expert. Une pression mentale qui finit par s'inscrire physiquement dans les muscles. Le tabac Autre facteur sous-estimé, le

tabagisme. Fumer ne nuit pas seulement aux poumons ou au cœur. «Fumer réduit l'apport en oxygène aux tissus, ce qui ralentit la réparation des micro-lésions du dos et favorise les douleurs chroniques», rappelle le Dr Kierzek. Une réparation moins efficace qui entretient les douleurs dans le temps. La posture Rester assis de longues heures sans bouger semble inoffensif. Pourtant, une posture relâchée ou mal adaptée sollicite excessivement certaines zones du dos. «S'asseoir avachi ou rester debout sans soutien lombaire exerce une pression excessive sur le dos», souligne le médecin. La sédentarité La sédentarité accentue le problème. Des muscles peu sollicités perdent en tonicité et soutiennent moins efficacement la colonne vertébrale. À l'inverse de ce que l'on pourrait croire, moins bouger expose davantage aux blessures et

aux douleurs chroniques. Quand faut-il consulter un professionnel de santé ? Dans la majorité des cas, les douleurs dorsales communes disparaissent spontanément en deux à quatre semaines. Certaines situations doivent toutefois alerter. Une douleur survenue après un choc ou une chute nécessite un avis médical. La présence de fièvre ou une altération progressive de l'état général doivent également conduire à consulter. Le Dr Gérald Kierzek insiste aussi sur un autre signal à ne pas ignorer : «Une douleur dite inflammatoire qui réveille la nuit ou qui est non calmée par les antalgiques doivent aussi vous alerter». Dans de nombreux cas, des ajustements simples du mode de vie, une activité physique régulière, une alimentation plus équilibrée et une meilleure gestion du stress suffisent à atténuer ou prévenir ces douleurs persistantes.

# Quand une cicatrice reste rouge trop longtemps, que se passe-t-il vraiment ?

Si la plupart des cicatrices pâlisent avec le temps, certaines conservent une teinte rouge persistante. Une coloration habituellement bénigne, mais qui peut parfois traduire une «cicatrisation pathologique», prévient le Dr Gérald Kierzek, directeur médical de Doctissimo. Rouge, parfois bombée, longtemps après la fermeture de la plaie... La cicatrice ne suit pas toujours le calendrier qu'on imagine. Si certaines s'estompent naturellement avec le temps, d'autres semblent s'accrocher et attirent le regard bien plus longtemps que prévu. Pourquoi cette rougeur persiste-t-elle, et à quel moment doit-elle alerter ? Décryptage du Dr Gérald Kierzek, médecin urgentiste et directeur médical de Doctissimo d'un phénomène cutané courant, mais pas toujours anodin. Pourquoi certaines cicatrices restent-elles rouges si longtemps ? Contrairement aux idées reçues, le processus de cicatrisation n'est pas toujours linéaire : il peut être ralenti par divers facteurs, prolongeant ainsi cette coloration rougeoyante. «Les cicatrices rouges persistent souvent en raison d'une inflammation prolongée, d'une surproduction de collagène (cicatrices hypertrophiques ou chéloïdes) et d'une

néovascularisation, c'est-à-dire la formation de nouveaux vaisseaux sanguins qui restent visibles des années après la lésion initiale», indique le Dr Gérald Kierzek. Pour autant, à partir de quand faut-il s'en inquiéter ? En réalité, une cicatrice est jugée «anormale» lorsque celle-ci reste très rouge, s'épaissit ou devient douloureuse.

«Chez certaines personnes prédisposées génétiquement, le corps produit trop de collagène, formant une cicatrice hypertrophique (bombée, limitée à la plaie) ou chéloïde (s'étend au-delà), qui reste rouge, épaisse et parfois douloureuse bien au-delà de 18 mois», confirme le directeur médical de Doctissimo. D'ailleurs, certains facteurs aggravent la bonne cicatrisation de nos plaies :

- L'exposition au soleil (les rayons UV stimulent la pigmentation et l'inflammation) ;
- Des irritations mécaniques (frottements) ;
- Des infections résiduelles ;
- Un stress important ;
- Des carences nutritionnelles (vitamines A et C, protéines) qui perturbent la réparation de la peau, l'empêchant de passer au blanc pâle. Le type de peau et les facteurs

individuels jouent également un rôle important : les peaux claires ou sensibles, ainsi que les zones soumises à une forte tension comme les épaules ou la poitrine, cicatrisent de manière plus marquée. «Ceci étant, même avec des soins adaptés (hydratation, protection), la phase inflammatoire peut durer plusieurs années, notamment si la néovascularisation persiste», prévient le médecin urgentiste. «Heureusement, dans 80 à 90 % des cas, ces rougeurs sont temporaires et s'estompent en un à deux ans ; en revanche, lorsqu'elles restent stables au-delà de deux ans, elles peuvent traduire une cicatrisation pathologique.» Cicatrices rouges : comment les estomper ? Afin d'atténuer ces marques disgracieuses le mieux est encore d'apaiser l'épiderme. Pour ce faire, quelques bonnes pratiques ont fait leurs preuves :

- L'application régulière de crèmes ou gels siliconés, parfois associés à des actifs réparateurs comme la centella asiatica, qui aide à hydrater et à réduire l'inflammation ;
- Des massages doux, deux à trois fois par jour, afin d'améliorer la souplesse des tissus ;
- Une protection solaire, indispensable ici : un SPF 50+



appliqué quotidiennement limite l'impact des UV sur la rougeur. Si la cicatrice reste très visible, des traitements médicaux peuvent également vous être proposés :

- Des injections de corticoïdes, qui réduisent la rougeur et l'épaisseur de la cicatrice en trois à six séances ;
- Du laser vasculaire, qui cible les vaisseaux sanguins responsables de la coloration rouge ou du laser fractionné, qui agit sur la qualité du collagène ;
- Des séances de cryothérapie, (qui consiste à exposer une zone à un froid intense), une technique qui peut être utile pour cibler de petites lésions.

Et quand toutes ces mesures ne fonctionnent pas ? Dans ce cas, d'autres options doivent être envisagées, en

fonction de votre situation : «compression par vêtements spécifiques pour les cicatrices hypertrophiques, peelings chimiques, radiofréquence... ou plus rarement une chirurgie associée à une radiothérapie, en raison du risque de récurrence», précise le Dr Gérald Kierzek. «Un avis dermatologique reste néanmoins essentiel pour poser un diagnostic précis (avec biopsie en cas de suspicion de chéloïde) et obtenir un traitement personnalisé. Les premiers résultats apparaissent en trois à six mois, mais gardez à l'esprit qu'une cicatrice ne disparaît jamais totalement», conclut le directeur médical de Doctissimo.





# Des plantes grimpantes qui n'abîment pas les murs, ça existe ?

Les plantes grimpantes ont de nombreux avantages : elles peuvent masquer un mur disgracieux tout en diminuant la pollution ambiante. Mais certaines d'entre elles trop lourdes ou qui ont des crampons trop puissants peuvent abîmer les murs les plus fragiles. Découvrez comment éviter ce désagrément. Contrairement aux idées reçues, les plantes grimpantes n'augmentent pas l'humidité, au contraire, elles régulent la température et l'écoulement de l'eau. En général, les plantes grimpantes abîment les murs lorsque : elles s'accrochent avec des crampons sur le bâtiment. elles grandissent trop vite ou sont trop imposantes. le mur est en mauvais état au moment de la plantation. Il est important de ne pas installer une plante grimpante sur un mur fragile, qui s'effrite et d'inspecter régulièrement son état.

## Quelle plante grimpante choisir pour ne pas abîmer un mur ?

Avant de choisir votre plante grimpante, prenez en compte la manière dont elle grandira sur le mur : Certaines plantes comme le lierre, la vigne vierge ou l'hortensia grimpant sont pourvues de racines crampons et s'accrochent directement au mur. S'il présente la moindre fissure ou imperfection, il est possible que ce genre de végétaux abîme sa surface. Le choix de ces plantes peut être intéressant dans le cas d'un grand édifice (plusieurs étages) et si le mur est en très bon état. D'autres plantes s'enroulent sur elles-mêmes (soit sur leurs tiges, soit sur leurs vrilles), aidées par un support vertical, par exemple un tuteur ou un fil de fer. Elles conviennent mieux pour couvrir un mur, car elles ne s'y accrochent pas directement.

Avant de réaliser votre choix final, vérifiez si cette plante est adaptée à votre climat et résiste à des températures hivernales basses. Vous pouvez vous inspirer de cette liste non exhaustive : chèvrefeuille : cette plante parfumée s'adapte à toute exposition et à des conditions climatiques variées. Elle aura besoin d'un support solide houblon doré : sa croissance est extrêmement rapide, il peut atteindre 6 mètres en un an. passiflore bleue : elle sera plantée à l'abri du vent, en plein soleil. Ses fleurs originales et délicates donneront un aspect exotique à votre mur. rose trémière : cette plante couvrira plutôt un muret (taille maximale du plant : environ 2 mètres). Elle appréciera les expositions ensoleillées. Elle se ressème spontanément. rosier grimpant : certaines espèces doivent être palissées, d'autres ont juste besoin d'un support



autour duquel s'accrocher. vigne : plutôt qu'une imposante vigne vierge, privilégiez la vigne de Cointet qui grandit sur son support via des vrilles. Comment entretenir une plante grimpante sur un mur ? Vérifiez régulièrement l'état de votre mur. Si la plante grandit sur la façade de votre maison, nettoyez les gouttières qui

peuvent se boucher avec les feuilles et fleurs fanées. Taillez le végétal une fois par an, vérifiez qu'il ne s'étende pas trop au niveau du toit : il pourrait déplacer des tuiles et provoquer des infiltrations d'eau. Assurez-vous également que la plante ne devienne pas trop lourde, coupez si besoin. Nettoyez régulièrement la façade.

# Votre plante n'est pas droite ? On sait ce qui cloche et comment y remédier !

Elles ont beau ne pas avoir de nerfs ou de muscles, les plantes parviennent tout de même à se tenir droites. Il arrive parfois qu'elles s'affaissent ou penchent, c'est en général un signal que quelque chose ne va pas. Si l'on s'y prend assez tôt, il est assez simple d'y remédier et de leur faire retrouver le sens de l'équilibre.

Les plantes et quelques algues contiennent une substance chimique, la lignine, qui apporte, entre autres, de la rigidité et leur permet de se tenir droites. C'est pratique pour s'élever et aller chercher la lumière en hauteur. Les arbres sont en plus dotés de la capacité de sentir la verticale. Bref, les végétaux ont le sens de la gravité et de l'équilibre. Mais comme tout être vivant, ils peuvent perdre de leur vigueur ou de leur élan. Et en général, ils arrivent à nous le faire savoir en envoyant des signaux. Pourquoi ma plante penche ? Il peut y avoir plusieurs raisons pour lesquelles une plante commence à s'affaisser. N'observez pas uniquement les tiges qui penchent mais prenez en compte son état général : la vigueur des feuilles, l'humidité de la terre, etc. Un examen complet est nécessaire pour bien



identifier la cause : Mauvaise exposition à la lumière Si votre plante penche en direction de la fenêtre et s'étiole, alors elle a besoin de plus de lumière. Les végétaux et les humains n'ont pas la même perception de la luminosité, ce n'est pas parce que vous y voyez clair que votre plante reçoit assez de rayons du soleil. Ses besoins dépendent de l'environnement dans lequel elle pousse naturellement. Les plantes fleuries ont plus besoin de soleil que les plantes vertes. Les plantes panachées peuvent redevenir complètement vertes si elles n'ont pas la bonne exposition.

Par ailleurs, une plante va naturellement se diriger vers le soleil. Si un seul côté de la plante est tourné vers la fenêtre, il se peut qu'elle penche sur le côté. Arrosage excessif Si une plante reçoit trop d'eau, ses racines risquent de pourrir et elle pourrait s'affaisser. Il arrive aussi qu'elle penche lorsqu'elle manque d'eau. Tâchez la terre pour émettre un diagnostic, vous sentirez directement s'il y a besoin de l'arroser ou de la laisser au sec. Manque ou excès d'engrais Si elle ne reçoit trop ou pas assez de certains nutriments, votre plante pourra faire grise

mine. Soyez sûrs d'adapter ses apports en engrais à ses besoins. Examinez les feuilles : sont-elles jaunes ? Ont-elles des taches ? Sont-elles brûlées ? Tous ces symptômes peuvent être le signe d'une carence. Problème d'équilibre Tout comme l'humain se courbe avec les années qui passent, la plante peut ployer sous son propre poids. Par exemple, sous la pression de fruits trop mûrs qui n'ont pas été récoltés ou de fleurs trop lourdes, comme les tournesols géants. Infestation de parasites Certains parasites peuvent nuire au bon développement de votre plante. Inspectez attentivement les feuilles et la terre pour détecter la présence d'indésirables. Comment redresser une plante ? Une fois la cause identifiée, prenez les mesures nécessaires : Si votre plante est trop loin de la lumière, rapprochez-la de la fenêtre (sans l'exposer directement aux rayons du soleil qui pourraient la brûler). Vous pouvez également la tourner régulièrement d'un quart de tour pour qu'elle puisse être exposée à la lumière de manière plus équilibrée. Si la terre est trop humide, vérifiez également l'état des racines. Stoppez ou espacez

les arrosages. Pensez à adapter l'apport d'engrais si nécessaire. Si la plante a un mauvais équilibre, vous pouvez soit tailler les parties trop lourdes soit la tuteur, comme expliqué ci-dessous. Comment maintenir une plante droite ? Certaines plantes ont besoin d'un tuteur, comme les plantes à tige souples et longues ou celles qui ont des feuilles, fruits ou fleurs trop lourdes. Prenez un bâton en bambou, en bois ou en métal et placez-le contre la tige que vous souhaitez maintenir droite. Attachez-les ensemble grâce à un lien doux, comme du raphia ou un tissu doux. N'utilisez pas de matières qui pourraient couper ou trancher la plante. Certaines plantes apprécient le soutien d'un tuteur en spirale, que l'on peut acheter dans le commerce. Si vous souhaitez guider votre plante autour d'un support, vous pouvez simplement y attacher délicatement sa tige à mesure qu'elle grandit. Libre à vous de laisser cours à votre imagination et de vous amuser à foison : saviez-vous que certaines plantes comme le pothos peuvent être aussi bien grimpantes que descendantes, selon le chemin qu'on leur indique ?



# IA : Une fausse bagarre entre Brad Pitt et Tom Cruise enflamme les réseaux sociaux



Une séquence de quelques secondes, où l'on découvre un affrontement entre Brad Pitt et Tom Cruise, affole les réseaux sociaux et Hollywood. La scène, qui a été créée grâce à

un logiciel d'intelligence artificielle, est si réaliste que studios et réalisateurs s'inquiètent.

Dans la bataille de l'attention, une vidéo a gagné par K.O. : un combat entre Tom Cruise et Brad Pitt créé par l'intelligence artificielle. En réalité, aucun de ces deux acteurs n'a participé à cette scène. Digne d'un film d'action hollywoodien, le duel, impressionnant de réalisme, se tient dans une ville dévastée.

Ces vidéos de scènes inédites avec des acteurs célèbres enflamment la toile. En 48 heures, le combat cumule déjà plus d'un million de vues. Publiées par un cinéaste irlandais, ces 15 secondes ont été créées à l'aide

d'une IA chinoise appartenant au créateur de TikTok. Le logiciel qui a même recréé la voix des acteurs avec un dialogue improbable, évoquant l'affaire Epstein : «Tu as tué Jeffrey Epstein, espèce de sauvage !»

Des questions éthiques, économiques et artistiques

«Cette vidéo pose un certain nombre de questions éthiques, économiques, artistiques. En l'occurrence, c'est quelqu'un qui a généré ce niveau de qualité sans l'accord de ces acteurs, et sans l'accord des ayants droit associés et des studios, qui investissent des dizaines de millions d'euros pour faire des films avec ces acteurs», analyse Nicolas Gaudemet, le directeur de l'in-

telligence artificielle du groupe OnePoint.

De quoi affoler Hollywood et inquiéter les scénaristes et producteurs ? Rhett Reese, auteur de comédies américaines, est pessimiste. «Je déteste le dire, mais c'est probablement terminé pour nous», a-t-il écrit sur X le 11 février. Cette entrave au droit à l'image n'a pas freiné l'imagination folle de certains internautes, en mettant en scène un Will Smith qui se bat contre un monstre spaghetti, ou encore une issue heureuse pour la fin de Titanic. Ces détournements n'amuse pas franchement Disney, qui parle d'un pillage massif de sa propriété intellectuelle.

## Avant les Oscars, Juliette Binoche souligne «la force» du palmarès de Cannes

Les neuf juges dont elle faisait partie sur la Croisette au printemps 2025 ont rendu un verdict qui a pris des allures de prophétie, lorsque l'Académie a dévoilé sa sélection en janvier : le dernier cru cannois cumule 19 nominations aux Oscars.

Aux yeux de Juliette Binoche, pas besoin d'aller chercher des explications compliquées pour comprendre l'influence croissante du festival de Cannes sur les Oscars. Plus que les réformes pour diversifier l'Académie, l'actrice y voit la puissance de l'art. «C'est la force des films qui fait leur succès», confie à l'AFP la dernière présidente du jury cannois, lors d'un entretien à Los Angeles.

Le Grand Prix du festival, Valeur Sentimentale, et le prix de la mise en scène, L'Agent Secret, sont notamment en lice pour l'Oscar du meilleur film tandis que le prix du jury, Sirat, et la Palme d'Or, Un simple accident, leur tiennent compagnie dans la catégorie meilleur film international.

«C'est parce que les films sont très beaux, très singuliers, forts, qu'ils vont parfois à contre-courant», poursuit l'actrice, modeste

sur la portée des choix de son jury. «C'est pas difficile non plus de reconnaître les films qui ont leur propre force», assure la comédienne, qui en connaît un rayon en matière de prix - outre son Oscar pour Le Patient Anglais, elle a aussi été sacrée à Venise, Berlin et Cannes.

«Pas de juste valeur»

Les Oscars et Cannes ont longtemps cultivé leurs différences, avec d'un côté une Académie friande de blockbusters américains, et de l'autre un festival attentif au cinéma d'auteur, volontiers politique. Mais depuis l'intégration de nouveaux votants internationaux après la polémique #OscarsSoWhite en 2015, leurs goûts convergent et Cannes accentue son rôle précurseur avant la cérémonie hollywoodienne.

Lors des cinq dernières éditions, deux films ont obtenu à la fois la Palme d'Or et l'Oscar du meilleur film : Parasite, du Sud-Coréen Bong Joon-ho, et le dernier Anora, de Sean Baker, coqueluche du cinéma indépendant américain.

Rarissime, l'exploit ne s'est produit que quatre fois en huit décennies, et reste impossible cette année. Un simple accident, n'a pas été nommé dans la catégorie



meilleur film. Est-ce à dire que cette œuvre, où le dissident Jafar Panahi met en scène les querelles d'ex-manifestants iraniens passés par la prison, concernant le sort qu'ils souhaitent réserver à leur ancien geôlier, n'est pas appréciée à sa juste valeur ?

«Il n'y a pas de juste valeur, ça ne veut rien dire, parce qu'un film appartient à lui-même», évacue Juliette Binoche. «Évidemment on pourrait critiquer en disant : c'est pas tout à fait bien

joué, c'est pas des acteurs qu'on a l'habitude de voir, parce qu'il a pris d'abord des non-acteurs», concède-t-elle. Mais son émoi reste immense pour ce cinéaste «qui a écrit ce scénario en prison en Iran, qui a fait la grève de la faim», et qui montre «un espace (...) de réconciliation avec son bourreau».

«Changer des vies»

Le plus important pour elle dans un film, «c'est que ça change des vies, ça change des consciences».

L'artiste de 61 ans promeut d'ailleurs actuellement son premier film en tant que réalisatrice, chronique d'une expérience qui a profondément marqué la sienne. Avec En nous, elle revient sur la préparation du spectacle de danse qu'elle a co-créé en 2008 avec le chorégraphe britannique Akram Khan, et dont les 120 représentations lui ont appris à «affronter (s)es peurs».

«Chaque fois, je croyais que j'allais mourir», se souvient-elle. Les images des répétitions, montées par ses soins, invitent le spectateur dans l'intimité de la création artistique, entre une actrice qui s'épuise à la recherche du mouvement juste, et un danseur en quête du ton adéquat pour verbaliser ses émotions. Avec ce documentaire, Juliette Binoche a appris que le métier de réalisatrice «n'est pas si différent» de celui d'actrice.

Dans les deux cas, «il faut être en lien avec son intuition, (...) il faut croire à ce qu'on ressent», observe-t-elle. Après avoir joué dans une soixantaine de films, elle caresse désormais l'idée d'en réaliser un autre. À quel sujet ? «Je ne peux pas vous en dire plus», sourit-elle.

## Report de la tournée live du 70e anniversaire de l'Eurovision

Créée en 1956, l'Eurovision est gérée par l'Union européenne de radio-télévision, basée à Genève, la plus grande alliance mondiale de médias de service public.

La toute première tournée de l'Eurovision, prévue pour célébrer son 70e anniversaire en juin et juillet, a été reportée, ont annoncé les organisateurs.

Il s'agit d'un nouveau revers pour le plus grand événement musical télévisé en direct au monde, après que cinq pays se sont retirés du concours de cette année en raison de la participation d'Israël, dans un contexte de tensions liées à la guerre à Gaza.

«Nous avons le regret d'annoncer que nous avons pris la décision difficile de reporter la tournée Eu-

rovision Song Contest Live Tour 2026», a déclaré vendredi dans un communiqué le directeur de l'Eurovision, Martin Green. «Nous avons rencontré des difficultés imprévues que, malgré tous les efforts de notre équipe, des producteurs et des promoteurs, nous n'avons pas pu résoudre».

La tournée devait passer par 10 villes européennes : Londres,

Hambourg, Milan, Zürich, Anvers, Cologne, Copenhague, Amsterdam, Paris et Stockholm. Au programme figuraient Johnny Logan, multiple vainqueur irlandais, Katrina, qui a remporté le concours pour la Grande-Bretagne en 1997, et le groupe de rock finlandais Lordi, qui a remporté le concours en 2006. Selon lui, les milliers de fans qui ont

déjà acheté des billets vont être remboursés dès que possible.

L'édition 2026 de l'Eurovision aura lieu à Vienne, avec la grande finale le 16 mai. Seuls 35 pays y participeront, le nombre le plus faible depuis l'élargissement du concours en 2004, suite au retrait des chaînes publiques espagnoles, irlandaises, islandaises, néerlandaises et slovènes.



## Bejaïa :

**Meddahi inaugure plusieurs infrastructures touristiques et inspecte des projets d'investissement**

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a procédé, samedi à Bejaïa, à l'inauguration de plusieurs infrastructures touristiques et à l'inspection de projets d'investissement relevant du secteur, à travers plusieurs communes.

Au cours d'une visite de travail et d'inspection, effectuée en compagnie du wali de Bejaïa, Kamel-Eddine Kerbouche, la ministre a inauguré trois (3) hôtels dans les communes d'El Kseur et de Bejaïa, et posé la première pierre du projet d'extension de l'hôtel les Hammadites de Tichy.

Elle a également inspecté plusieurs projets d'investissement privés dans les communes de Souk El Tenine et Melbou (Est de la wilaya).

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la visite, Mme Meddahi a indiqué que la livraison de ces projets, dont l'achèvement est prévu durant l'année en cours, permettra de



renforcer le parc hôtelier de la wilaya et d'augmenter ses capacités d'accueil, contribuant ainsi à instaurer une dynamique concurrentielle, tout en générant de nouveaux emplois. La ministre a, en outre, insisté sur la nécessité de livrer les projets dans les délais impartis, soulignant l'importance du recours à une main-d'œuvre qualifiée pour garantir la qualité des prestations, ainsi que l'utilisation de matériaux et d'équipements de fabrication nationale, en évitant le recours

à l'importation.

Elle a également souligné l'importance de l'adoption des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à travers la numérisation des mécanismes de commercialisation, d'exposition, de réservation et de paiement électronique, afin de "renforcer la compétitivité des établissements hôteliers et d'améliorer la qualité des services fournis".

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat

visant la numérisation des différents secteurs, notamment celui du tourisme, a-t-elle indiqué.

La ministre a insisté sur la nécessité de veiller à des niveaux de prix conformes à la politique de l'Etat en matière de soutien au tourisme interne, tout en garantissant des prestations accessibles aux familles algériennes.

Elle a, par ailleurs, fait savoir que la wilaya de Bejaïa compte 10 zones d'expansion touristique (ZET), dont

les plans d'aménagement touristique ont été finalisés et étudiés. Ces plans permettront de mettre à disposition des assiettes foncières touristiques répondant aux normes et critères fixés par l'Etat, en vue d'encourager l'investissement dans le secteur, a-t-elle ajouté.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat s'est enquis des travaux d'aménagement des plages, engagés par les autorités locales dans la commune de Souk El Tenine, pour lesquels une enveloppe de 56 millions de DA a été dégagée sur le budget de la wilaya.

Elle a également fait état de l'affectation d'une enveloppe de plus de 13 millions DA, dans le cadre d'une opération centralisée, à la réalisation d'études relatives à la réhabilitation de neuf (9) plages à travers les communes de Beni Ksila, Bejaïa et Aokas, en vue de réunir toutes les conditions nécessaires pour l'accueil des estivants.

## Ramadhan :

**L'ONAB met en place un programme pour renforcer l'approvisionnement du marché national en viandes blanches**

L'Office national des aliments de bétail (ONAB) a mis en place un programme spécial pour renforcer l'approvisionnement du marché national en quantités importantes de viandes blanches et d'œufs, afin de répondre à la demande croissante et garantir la disponibilité des produits sur le marché national durant le mois de Ramadhan.

Dans une déclaration à l'APS, le président-directeur général (PDG) du groupe public, Lamri Hamitouche, a précisé que cette mesure, qui prévoit l'augmentation des quantités de viandes blanches à travers ses points de vente, vise à couvrir le marché national et à stabiliser les prix, soulignant que l'ONAB participe également aux marchés de proximité organisés sur l'ensemble du territoire national pour rapprocher les produits des citoyens.

A cet égard, le responsable a indiqué que le total des points de vente du groupe devrait dépasser 200 espaces de vente pour assurer un approvisionnement régulier et direct aux citoyens, en viandes blanches et en œufs de consommation tout au long du mois sacré, d'autant plus que le groupe dispose de 139 points de vente permanents répartis à travers plusieurs wilayas du pays.

Le groupe s'emploie, en coordination avec ses partenaires, à maintenir des prix raisonnables et accessibles pour les viandes blanches, tout en tenant compte des coûts de production, et ce, dans le cadre de son rôle d'acteur public dans l'organisation du marché et la protection du pouvoir d'achat des citoyens, a-t-il ajouté.

Hamitouche a rappelé, à ce propos, la convention signée, décembre dernier, avec la

Fédération nationale des aviculteurs, vise essentiellement à renforcer le partenariat sur le terrain avec les aviculteurs, dans le cadre du soutien à la production nationale et de la garantie de sa continuité, précisant que cette convention s'inscrit dans le cadre des mesures anticipatives prises en prévision du mois sacré de Ramadhan.

Selon les explications du PDG de l'ONAB, cette convention prévoit la fourniture de poussins de chair âgés d'un jour, au prix de 80 DA/unité, aux aviculteurs inscrits au programme, ainsi que la mise à disposition d'aliments pour volailles à des prix étudiés et compétitifs au niveau des unités de production d'aliments du groupe.

Elle inclut également le rachat du poulet vivant à 280 DA/kg, garantissant ainsi la stabilité des revenus des aviculteurs et



les incitant à poursuivre leur activité.

Ces mesures s'inscrivent dans une approche globale visant à assurer un approvisionnement

régulier et stable du marché national en viandes blanches, à travers la planification anticipée de la production, outre le renforcement du stock national.